BLUE SHIELD

Protéger le patrimoine en temps de crise

Protecting Heritage in Crisis

Bouclier bleu en Afrique

Blue Shield in Africa

Note d'accueil Welcome Note	2
Introduction Introduction	4
Le Comité sénégalais du Bouclier bleu The Senegalese Blue Shield Committee	10
Le Comité camerounais du Bouclier bleu The Cameroonian Blue Shield Comittee	15
Le Comité malien du Bouclier bleu The Malian Blue Shield Committee	21
Le Bouclier bleu au Mozambique Blue Shield in Mozambique	27
Le Bouclier bleu au Niger Blue Shield In Niger	32
Conclusion Conclusion	34
L'approche du Bouclier bleu The Blue Shield Approach	37
Mentions legales Legal notice	48

Note d'accueil
Welcome Note

La protection des patrimoines matériel et immatériel est d'une importance cruciale pour les individus et les communautés; ils sont au cœur de l'identité même de l'être humain. Organisation internationale non gouvernementale, le Bouclier bleu a fait de cette conviction son fondement et a construit ses missions autour de la protection du patrimoine culturel, que ce soit pendant des conflits armés ou à la suite de catastrophes.

La force du Bouclier bleu et sa capacité organisationnelle à offrir une aide efficace à la protection du patrimoine culturel dépendent en grande partie de la présence de comités nationaux actifs dans les pays concernés. À ce jour, seuls trois comités nationaux du Bouclier bleu sont accrédités en Afrique, avec le Mali qui n'a rejoint le réseau du Bouclier bleu qu'au printemps 2021. Deux initiatives sont en cours en vue de créer des comités nationaux au Niger et au Mozambique.

Au vu des différents conflits armés sévissant dans plusieurs pays africains et de la menace sans précédent que représente le changement climatique, le patrimoine culturel est confronté à de graves dangers sur tout le continent. Dans leurs efforts entrepris pour minimiser ces menaces et documenter les dommages causés au patrimoine culturel, nos collègues africains ont démontré la contribution précieuse que pouvait apporter le Bouclier bleu. Leur position doit cependant être renforcée par le biais de partenariats stratégiques mais aussi par de nouveaux comités nationaux actifs sur tout le territoire.

C'est pourquoi je salue vivement la coopération très étroite qui s'est nouée entre les comités nationaux du Sénégal, du Cameroun, du Mali et d'Allemagne, ainsi qu'avec les contacts du Bouclier bleu au Niger et au Mozambique. Je me réjouis par avance de pouvoir constater les résultats de leurs efforts conjoints. Je remercie aussi sincèrement le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères d'avoir permis cette coopération et pour son soutien généreux aux activités du Bouclier bleu.

The protection of the tangible and intangible heritage is of critical importance to individuals and communities; they lie at the heart of what it means to be human. The Blue Shield, an international non-governmental organisation, has adopted this belief as its foundation and built its mission around the protection of cultural heritage both during armed conflict and following disasters.

The strength of the Blue Shield and the organisation's ability to provide effective aid for cultural heritage depends, in no small part, on the presence of active national committees in affected countries. To this date, only three national committees of the Blue Shield are accredited in Africa, with Mali having been welcomed to the Blue Shield network only in spring 2021. Two initiatives to establish national committees are under way in Niger and Mozambique.

As a result of a number of armed conflicts in several African countries, and of the unprecedented threat of climate change, cultural heritage is facing severe threats throughout the region. In their efforts to alleviate these threats and document damage to cultural heritage, our African colleagues have demonstrated the valuable contribution Blue Shield can provide. Their position needs to be strengthened, however, both through strategic partnerships and additional active national committees in the region.

For this reason, I wholeheartedly welcome the closer cooperation between the national committees of Senegal, Cameroon, Mali and Germany as well as the Blue Shield contacts in Niger and Mozambique and look forward to the results of their joined efforts. I also sincerely thank the German Federal Foreign Office for enabling this cooperation and its generous support of the Blue Shield Movement.

Peter Stone

President,
The Blue Shield

UNESCO Chair
Cultural Property Protection and Peace
at Newcastle University

Grande mosquée d'Agadez, Agadez, Niger.

Grand Mosque of Agadez, Agadez, Niger
Image: robertharding / Alamy Stock Photo

Introduction
Introduction

Pour les acteurs africains du mouvement de Bouclier bleu, les présidents de Bouclier bleu Mali & Sénégal

For the African members of the Blue Shield movement, the presidents of Blue Shield Mali & Sénégal

Mamadou Samaké & Babacar Ndiaye

Le présent texte introductif des comités nationaux africains du Bouclier bleu est développé à travers trois grands thèmes sous forme de questionnement qui nous ont permis d'aborder les principales préoccupations des professionnels du secteur, face aux enjeux actuels de la préservation du patrimoine culturel sur le continent.

Il s'agit notamment des thèmes suivants qui sont à la fois complémentaires et stratégiques : (1) Les risques majeurs, enjeux et défis auxquels le patrimoine est confronté dans le contexte actuel en Afrique ; (2) Le renforcement des capacités en Afrique, développement et application des moyens de prévention ; (3) En quoi, les acteurs africains du mouvement du Bouclier bleu avec ses partenaires, peuvent-ils aider à la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1954 et quelle stratégie pour une meilleure prise en compte du patrimoine culturel dans les projets nationaux.

This text introduces the African National Committees of the Blue Shield through three large topics that allow us to address the main concerns of professionals in the field facing the present-day issues in cultural heritage preservation on the continent.

It includes the following complementary and strategic topics: (1) the major risks, issues and challenges that heritage faces in the current context in Africa; (2) capacity-building in Africa, development and the application of means of prevention; (3) how the partnership between the African actors of the Blue Shield movement and their partners can help implement the 1954 Hague Convention and what strategy to adopt for the inclusion of cultural heritage in national projects.

I.
Risques majeurs, enjeux et défis auxquels le patrimoine est confronté dans le contexte actuel en Afrique

L'Afrique est un continent très riche par son savoir et savoir-faire traditionnel, par son patrimoine culturel diversifié. Ce patrimoine culturel, riche et varié que lui envie le monde entier, est aujourd'hui confronté à d'énormes difficultés. Sa conservation, sa protection et sa promotion deviennent de plus en plus compliquées suite aux conflits armés, à la pandémie du Covid-19, aux changements climatiques, à la spéculation urbaine, à la pression démographique, à l'abandon des sites et monuments historiques, à l'altération du patrimoine, à la gestion de son environnement et à leur évolution.

Base d'un développement durable, le patrimoine culturel est présent dans le discours des hommes politiques mais jamais pris en compte dans les programmes et/ou projets de développement à hauteur de souhait. L'essentiel des financements des projets culturels viennent de l'extérieur et particulièrement pour les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO. Il est temps de traduire les discours en action par la mise en œuvre de projets de conservation et de promotion du patrimoine culturel. Et surtout, il est impératif que les décideurs s'impliquent pour une application effective des textes sur la protection du patrimoine culturel dans les différents pays africains.

I.
Major risks, issues and challenges faced by heritage in Africa

Africa is a very rich continent due to its traditional skills and knowledge and its diverse cultural heritage. This rich and varied cultural heritage now faces enormous difficulties. Its conservation, protection and promotion are even more complicated following armed conflicts, the Covid-19 pandemic, climate change, urban speculation, demographic pressure, the abandonment of historical sites and monuments, the deterioration of heritage, the management of its environment and its evolution.

As the basis of sustainable development, cultural heritage is cited in politicians' speeches but not actually included in development programmes and/or projects at a desirable level by policy makers. The cultural heritage sector is the least financed by national budgets for the formation of human resources and of conservation and protection projects and for showcasing and promotion. The majority of the funding for cultural projects comes from abroad, and is particularly focused on UNESCO World Heritage sites. It is time to translate speeches into action by the realisation of projects for the conservation and promotion of cultural heritage. We especially ask policy makers to invest themselves for the strict application of the texts for the protection of cultural heritage in different African countries.

Le fleuve Sénégal et la ville de Saint Louis, site du patrimoine mondial de l'UNESCO, Sénégal.

Senegal River and the city of Saint Louis, UNESCO World Heritage Site, Senegal.
Image: Layepro, 2016

La mise en œuvre des conventions internationales et des lois nationales nécessite une forte implication des collectivités territoriales, des communautés locales, y compris les jeunes et les femmes. Cette implication des parties prenantes est confrontée à d'énormes difficultés, entre autres : l'insuffisance de formation des communautés locales sur la gestion des biens culturels, la méconnaissance des textes sur la protection du patrimoine culturel par les élus, les forces armées de défense et de sécurité, le peu d'intérêt des jeunes pour le patrimoine culturel. Le travail collectif et l'intérêt pour le bien culturel qui ont longtemps été le fer de lance de la conservation et de la transmission du riche patrimoine culturel africain, ont malheureusement tendance à disparaitre aujourd'hui.

The implementation of international conventions and national laws requires a strong participation of local communities, territorial collectives, young people and women for the cause of cultural heritage. This participation of interested parties faces enormous difficulties, including insufficient training of local communities for the management of cultural property, the lack of knowledge of the texts about cultural heritage on the part of elected officials, the defence and security forces, the lack of interest by young people for cultural heritage. The collective work and interest for cultural property which have long been indispensable for the transmission of Africa's rich cultural heritage now have the tendency to disappear.

La synergie d'action entre gestionnaires de patrimoine culturel, communautés locales, collectivités territoriales, l'État et les partenaires est nécessaire pour une meilleure conservation du patrimoine culturel africain. Cette synergie entre les parties prenantes demeure un défi majeur pour une meilleure conservation du patrimoine culturel de l'Afrique. Un autre défi majeur pour le continent africain est l'inscription du maximum de sites africains sur la Liste du patrimoine mondial et le retrait du maximum de sites de la Liste des sites du patrimoine mondial en péril.

The active synergy between the managers of cultural heritage, local communities, regional authorities, the State and partners is necessary for a better conservation of African cultural heritage. This synergy between interested parties continues to be a major challenge for a better conservation of cultural heritage in Africa. Another major challenge for the African continent is the inscription of the largest number of African sites on the World Heritage List and the removal of the largest number of sites from the List of World Heritage in Danger.

L'insuffisance de la prise en compte des projets de conservation et de promotion du patrimoine culturel dans les programmes de développement économique, social et culturel des collectivités territoriales est également un handicap pour une meilleure promotion et valorisation du patrimoine culturel.

The insufficient inclusion of projects for the conservation and promotion of cultural heritage in economic, social and cultural development programmes of regional authorities is also a drawback for a better promotion and valorisation of cultural heritage.

En outre, la pénurie de moyens financiers et de ressources humaines bien formées constitue un frein à la conservation du patrimoine culturel africain.

Pour une meilleure conservation du patrimoine culturel africain, une collaboration entre les institutions patrimoniales, élargie aux professionnels du patrimoine culturel, aux associations culturelles nationales et internationales est impérative. Les États africains doivent investir dans les projets de conservation et de formation des ressources humaines afin de favoriser la conservation, l'inscription d'une masse critique de sites sur la Liste du patrimoine mondial, et en vue d'une meilleure représentation du continent africain sur le plan international.

II.
Renforcement des capacités en Afrique, développement et application des moyens de prévention

Les pères de l'indépendance de la plupart des pays africains ont mis un accent particulier sur la conservation, la protection et la promotion des patrimoines culturels nationaux. Ils ont aussi pris en compte la dimension culturelle dans les programmes de développement du continent tout en respectant la diversité culturelle.

Dans les années 1990, la majorité des pays africains ont connu des soulèvements populaires pour l'instauration de la démocratie et du multipartisme. Ces soulèvements populaires ont sérieusement affaibli les règles traditionnelles de gestion de la société et affecté le système éducatif des pays par des grèves intempestives des élèves/ étudiants et des enseignants. Le continent africain souffre de l'insuffisance de ressources humaines qualifiée surtout dans le domaine de la conservation et de la protection du patrimoine culturel. Cette insuffisance s'explique en partie par la prise en compte tardive ou la non prise en compte de l'enseignement du patrimoine culturel dans les programmes scolaires, universitaires, et par conséquent, la rareté des débouchées en lien avec le patrimoine culturel après les formations.

Les métiers du patrimoine culturel sont aujourd'hui un secteur transversal qui nécessite une compétence élargie à d'autres domaines pour mieux exercer ces métiers. Le renforcement de capacités des professionnels du patrimoine culturel doit être permanent et continuel pour une meilleure gestion du patrimoine africain. La simple gestion d'un site national ou d'un site du patrimoine mondial n'est plus suffisante pour l'Afrique, il faut établir des stratégies pour améliorer l'état de conservation des sites et favoriser les inscriptions du la Liste du patrimoine mondial. Cela nécessite une formation des jeunes dans les métiers du patrimoine culturel, y compris les gestionnaires de sites dans la maîtrise de toutes les étapes du processus d'inscription d'un site, une bonne connaissance des conventions de l'UNESCO, le suivi des dossiers d'inscription, ainsi que les démarches et procédures pour le retrait d'un site sur la Liste du patrimoine mondial en péril.

The lack of financial resources and well-trained human capital constitutes a hurdle to the conservation of African cultural heritage.

For the better conservation of African cultural heritage, a collaboration between heritage institutions, widened to include cultural heritage professionals, national and international cultural associations, is imperative. African States should invest in conservation and human resources training projects in order to favor conservation and inscription of the maximum number of sites on the World Heritage List, in the scope of a better representation of the African continent on an international level.

II.
Capacity-building in Africa, development and the application of prevention methods

The Fathers of African independence placed a particularly strong emphasis on the conservation, protection and promotion of national cultural heritage. They also considered the cultural dimension in development programmes across the continent, all whilst respecting cultural diversity.

In the 1990s, most African countries lived through popular uprising in favour of democracy and multi-partyism. These popular uprisings seriously weakened the traditional rules of managing society affected the educational system of the countries, due to persistent strikes by students and teachers. The African continent suffers from an insufficiency of qualified human resources, especially in the field of conservation and cultural heritage protection. This insufficiency is partly explained by the late adoption or complete lack of adoption of the curriculum of cultural heritage in school and university programmes, and consequently, the scarcity of jobs linked to heritage after training courses.

Nowadays, the professions linked to cultural heritage are cross-sectional and require a broadened skillset in other fields to better exert them. The capacity-building activities of cultural heritage professionals must be permanent and continuous for a better management of African cultural heritage. Simply managing a national site or a World Heritage site is not sufficient for Africa, but rather, strategies must be established in order to improve the state of conservation of the sites and to favour the inscription of the maximum number on the World Heritage List. This would require young people to be educated in cultural heritage professions, in site management, in the mastering the tool of inscribing a site on the World Heritage List, to gain a thorough knowledge of UNESCO conventions, of the process of following-up on the applications for World Heritage nominations, and of the steps and procedures for the removal of a site from the List of World Heritage in Danger.

Ile de St Louis, site patrimoine mondial

Island of St Louis, World Heritage Site

Image: Layepro, 2016

Un engagement des décideurs par des actions concrètes, la formation des professionnels du patrimoine culturel, le financement des projets culturels, la concertation et l'implication des professionnels du patrimoine culturel dans les projets d'urbanisation et d'aménagement du territoire, est capital pour mieux défendre les causes du patrimoine culturel africain.

An involvement of policy makers through concrete actions, the education of cultural heritage professionals, the financing of cultural projects, the collaboration and participation of cultural heritage in urbanisation projects or territorial planning are of capital importance to defend the cause of cultural heritage in Africa.

Aussi les institutions sous régionales et régionales peuvent jouer un rôle déterminant dans la mise en œuvre de moyens adaptés de prévention des sites africains contre le dangereux phénomène du pillage, de la destruction et du trafic illicite de biens culturels, mais aussi dans la prise en compte de la dimension culturelle dans les programmes de développement durable pour une meilleure valorisation du patrimoine culturel africain. Elles peuvent s'impliquer dans la formation des forces armées de défense et de sécurité sur la protection et le respect des conventions sur la protection du patrimoine culturel en période de conflit. Les forces armées de défense et de sécurité, bien formés, peuvent contribuer efficacement à la protection du patrimoine culturel africain.

The sub-regional and regional institutions can also play a determining role in the implementation of a prevention mechanism against looting, illegal trafficking and destruction of cultural property, and in the inclusion of cultural concerns in sustainable development programmes for a better valorisation of African cultural heritage. They can participate in the education in the armed defence and security forces for the protection and respect of the conventions in times of conflict. When well-trained, armed defence and security forces can efficiently contribute to the protection of African cultural heritage.

La collaboration des professionnels du patrimoine culturel africain avec d'autres professionnels du patrimoine culturel en dehors du continent contribuera à la mise en œuvre des projets de valorisation et de prévention du patrimoine culturel africain contre les risques. Ces échanges d'expériences des gestionnaires du patrimoine culturel dans le cadre associatif, ou institutionnel sont toujours bénéfiques pour les

The collaboration of African cultural heritage professionals with other cultural heritage professionals outside of the continent will contribute to the implementation of projects for valorisation and risk prevention. These exchanges of experience from managers of cultural heritage in associative or professional frameworks are always beneficial for African professionals and for the continent's heritage sites. The

professionnels africains et pour les sites du continent. Les initiatives de plus en plus nombreuses dans le cadre de l'enseignement du patrimoine culturel dans certaines universités africaines et la collaboration entre les professionnels du patrimoine culturel africain donnent de l'espoir pour un lendemain meilleur et garantissent une relève et une transmission maitrisée vers la nouvelle génération.

increasingly numerous initiatives in the field of teaching cultural heritage at certain African universities and the collaboration between cultural heritage professionals give hope for a better future and guarantee a well-mastered transmission to the next generation.

III.
Le rôle des partenariats forts entre les comités nationaux africains et leurs partenaires du mouvement du Bouclier bleu

Le Bouclier bleu, une organisation internationale non gouvernementale fondée en 1996 par l'ICOM, l'ICOMOS, l'ICA et l'IFLA, est reconnu comme un organe consultatif dans le deuxième protocole de la Convention de La Haye de 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé. L'organisation est un acteur clé dans le domaine du patrimoine international, rassemblant des professionnels du patrimoine de nombreux pays qui sont unis dans leurs efforts pour protéger le patrimoine culturel pendant les conflits armés et après les catastrophes.

Les experts réunis au sein des comités nationaux africains du Bouclier bleu et des initiatives fondatrices considèrent ces les problèmes sus mentionnés avec une grande inquiétude. Dans le cadre d'enquêtes, de cartographies et de relevés des dégâts, ils documentent les effets des troubles et des conflits sur le patrimoine culturel, communiquent l'importance des biens culturels concernés aux représentants des autorités, aux politiques et au grand public dans leurs pays. Au Mali, ils soutiennent également l'organisation de formations internationales continues pour les officiers des forces de défense et de sécurité, ainsi que les civils de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), afin de les sensibiliser à l'importance et au respect du patrimoine culturel matériel et immatériel.

Ces activités montrent clairement que les comités nationaux de Bouclier bleu peuvent jouer un rôle important et complémentaire aux côtés des autorités officiellement compétentes en matière de protection du patrimoine culturel. En tant qu'acteurs de la société civile, ils rassemblent une expertise technique multisectorielle qui peut être mise à la disposition des autorités nationales ainsi que dans le cadre de la coopération internationale au développement en tant que soutien. Leur position doit être encore renforcée et nous nous réjouissons vivement de la coopération conjointe avec les collègues allemands dans le cadre du présent projet que nous saluons.

III.
The role of strong partnerships between African National Committees and their partners in the Blue Shield movement

Blue Shield, an international NGO founded in 1996 by ICOM, ICOMOS, ICA and IFLA, is recognised as an advisory body for the Second Protocol to the Hague Convention of 1954 for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict. The organisation is a key player in the field of international heritage, bringing together heritage professionals from numerous countries united in their efforts to protect cultural heritage during armed conflicts and after catastrophes.

The experts brought together in the national African Blue Shield committees and founding initiatives consider the problems discussed above with great concern. In the framework of investigations, map-making and damage assessment, they document the effects of troubles and conflicts on cultural heritage, communicate the importance of the concerned cultural property to representatives, politicians and to the general public of their countries. In Mali they also support the organisation of international trainings for the officers of the defence and security forces as well as for the civilians of the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA), in order to alert them about the importance and the need to respect tangible and intangible cultural heritage.

These activities clearly show that the national committees of the Blue Shield can play an important and complementary role together with the competent authorities in cultural heritage. As stakeholders of civil society, they gather technical multi-sector expertise that can be placed at the disposal of national authorities in the context of international cooperation for development in terms of aid. Their position should be strengthened, and we are delighted by the cooperation with our German colleagues in the framework of this project which we heartily applaud.

Intérieur de la mosquée de Touba, à Touba, au Sénégal.

Interior of Touba Mosque in Touba, Senegal.
Image: Zoonar GmbH / Alamy Stock Photo

Le Comité sénégalais du Bouclier bleu
The Senegalese Committee of the Blue Shield

Babacar Ndiaye & Hamady Gaye (Blue Shield Senegal)

Le Sénégal regorge d'institutions de mémoire, de sites naturels ainsi que de sites et monuments historiques exceptionnels. Ils sont les témoins de son riche passé et fondent, par ailleurs, son identité faite d'une mixité de cultures négro-africaine, arabo-musulmane et judéo-chrétienne. La plupart de ces biens sont répertoriés et sept figurent sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO : l'île de Gorée, l'île Saint-Louis, le parc national des oiseaux du Djoudj, le parc national du Niokolo-Koba, le delta du Saloum, les cercles mégalithiques de Sénégambie et le pays Bassari : paysages culturels Bassari, Peul et Bedik.

Senegal is full of memory institutions, natural sites and exceptional historical sites and monuments that bear witness to its rich past and which also constitute the very foundation of its identity – an identity made up of a mix of Black-African, Arab-Muslim and Judaeo-Christian cultures. Most of these properties are listed and seven are on the UNESCO World Heritage list: the Island of Gorée, the Island of Saint-Louis, the Djoudj National Bird Sanctuary, the Niokolo-Koba National Park, the Saloum Delta, the Stone Circles of Senegambia, and the Bassari Country: Bassari, Fula and Bedik Cultural Landscapes.

Dans un souci de valorisation et de préservation durable de son patrimoine culturel en conformité avec la Convention de La Haye de 1954, le Sénégal a créé son comité national du Bouclier bleu en 2008 (récépissé n° 13339-MINT-DEL-AS du 29 avril 2008, délivré par les autorités administratives compétentes du pays).

In the interest of valuing and sustainably preserving its cultural heritage, Senegal created its National Committee of the Blue Shield in 2008, in accordance with the 1954 Hague Convention (receipt no. 13339-MINT-DEL-AS of 29 April 2008, issued by the competent administrative authorities of the country).

Un patrimoine perçu comme « symbole de l'État »

Le contexte sécuritaire autour du patrimoine culturel est marqué par des attaques et des incendies de bâtiments publics abritant aussi des dépôts d'archives, mémoire de l'administration sénégalaise. Pendant ces périodes de contestation conjoncturelle ou de crises épisodiques, le patrimoine documentaire, perçu comme « symbole de la puissance publique de l'État », est particulièrement la cible de ces attaques se traduisant par des pillages, des saccages et des incendies.

A heritage perceived as a 'symbol of the State'

Regarding the issue of security for cultural heritage, there have been attacks and fires in public buildings which also house archives – the memory of the Senegalese administration. During these times of periodic unrest or acute crisis, documentary heritage, perceived as a 'symbol of the public power of the State', is particularly targeted by such attacks in the form of looting, ransacking and arson.

De la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles

Les institutions culturelles sénégalaises sont aussi confrontées à la faiblesse des capacités institutionnelles liée, entre autres, au manque de financements, à la gouvernance institutionnelle, à l'absence de planification ou de suivi de plans d'urgence et au faible renforcement des capacités en ressources humaines. Ces insuffisances structurelles ont des répercussions sur la protection continue contre les dommages environnementaux et les infrastructures, sur l'adaptabilité aux mutations technologiques et sur la proactivité des mesures ou actions anticipatoires.

The need to strengthen institutional capacities

Senegalese cultural institutions are also faced with weak institutional capacities linked to a lack of funding and institutional governance, to the absence of planning or management of emergency plans, and to inadequate development of human resource capacities, amongst other things. These structural shortcomings have an effect on the continuous protection from environmental and infrastructural damage, on the capacity to adapt to technological advancements and on the proactiveness of anticipatory measures or actions.

Un cadre juridique à améliorer et le Protocole II de la Convention de La Haye de 1954 à ratifier

Depuis son accès à la souveraineté internationale en 1960, le Sénégal a mis en œuvre des politiques ou des instruments juridiques propices à la protection et à la conservation durable du patrimoine. C'est dans cette optique que le pays a initié la loi 71-12 du 25 janvier

A legal framework to be improved and the Second Protocol to the Hague Convention of 1954 to be ratified

Since gaining international sovereignty in 1960, Senegal has implemented policies or legal instruments in favour of protecting and conserving heritage on a long-term basis. In this context, the country introduced Law No.

1971 fixant le régime des monuments historiques et des sites archéologiques ainsi que son décret d'application en 1973. In fine, ce texte encadre de manière générale l'organisation, le fonctionnement et la gestion du patrimoine culturel sénégalais. Mais force est de constater la désuétude ou l'obsolescence de cette loi de 1971 au regard des problématiques auxquelles le patrimoine culturel fait face de nos jours. Dans l'optique d'une meilleure protection de son patrimoine, le Sénégal a ratifié le 17 Juin 1987 la Convention de La Haye de 1954 avec son règlement d'exécution. Cependant, il convient de rappeler que le Sénégal n'a toujours pas ratifié le Protocole II de la Convention de La Haye, qui confère le statut de protection renforcée, des sanctions et de membre du comité intergouvernemental dans ses articles 10 et 11. Ce qui constitue en soi une incohérence, le pays ayant ratifié toutes les conventions et d'autres protocoles relatifs à la protection des biens culturels.

Initier le mouvement Bouclier bleu en Afrique

Pionnier sur le territoire africain, le Comité sénégalais a aidé de nombreux pays à créer leur comité national du Bouclier bleu dans des sous-régions (Mali et Niger) et contribue au déploiement du Bouclier bleu en Afrique.

71-12 of 25 January 1971, which established the system of historical monuments and archaeological sites, along with its application decree in 1973. In essence, this text provides a general framework for the organisation, operation and management of Senegalese cultural heritage. Nevertheless, it is clear that this law of 1971 is outdated or obsolete in light of the current problems affecting cultural heritage today. With a view to better protecting its heritage, Senegal ratified the 1954 Hague Convention along with its implementing regulations on 17 June 1987. It is however worth remembering that Senegal has still not ratified the Second Protocol to the 1954 Hague Convention, which grants Senegal the status of enhanced protection, sanctions and membership of the Intergovernmental Committee in its Articles 10 and 11. This is inconsistent in itself, as the country has ratified all conventions and other protocols related to the protection of cultural property.

Initiating the Blue Shield movement in Africa

As a pioneer on the African continent, the Senegalese Committee of the Blue Shield has assisted many countries in creating their national Blue Shield committees in sub-regions (Mali and Niger) and contributes to expanding the

Centre de documentation et des archives de OMVS incendié.

OMVS documentation centre and archives burnt down.

Image: Alboury Fall, 2020

Au plan international, le Comité sénégalais participe activement aux réunions du Bouclier bleu international. Le Secrétaire général du Comité sénégalais du Bouclier bleu, Hamady Gaye, a d'ailleurs été élu au Conseil d'administration du Bouclier bleu international lors de l'Assemblée générale virtuelle du 28 août 2020. Cette élection est une première pour un Africain.

En outre, le Comité Sénégalais du Bouclier bleu a initié une multitude d'actions proactives en matière de stratégies, de mesures préventives et d'interventions d'urgence. Il contribue à la formation d'universitaires sénégalais aux métiers du patrimoine et à l'appropriation des différentes conventions de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel – plus particulièrement la Convention de La Haye de 1954 et son Protocole II de 1999 – à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis au Sénégal.

Le Comité sénégalais du Bouclier bleu mène également des actions en réponse et de sensibilisation aux catastrophes, comme à la suite du saccage et de l'incendie du centre de documentation et des archives de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal, qui ont eu lieu à Saint-Louis en février 2020. Le Comité sénégalais est aussi membre du Comité sénégalais « Mémoire du monde ». À ce titre, il a participé à l'inscription de patrimoines documentaires menacés au registre « Mémoire du monde » et a pris part à des ateliers de réponses aux situations d'urgence ou de renforcement des capacités des acteurs ou des institutions de mémoire en Afrique.

Blue Shield to more regions of Africa. At an international level, the Senegalese Committee actively participates in the meetings of Blue Shield International. The Secretary General of the Senegalese Committee, Mr Hamady Gaye, was elected to the international Board of the Blue Shield during its virtual General Assembly on 28 August 2020. This election is a first for an African.

Furthermore, the Senegalese Committee has introduced a wide range of anticipatory measures concerning strategies, preventative measures and emergency interventions. The Committee contributes to training Senegalese academics in the field of heritage and adopting the various UNESCO conventions on the protection of cultural heritage – in particular, the 1954 Hague Convention and the 1999 Second Protocol – at the Gaston Berger University in Saint-Louis, Senegal.

It also carries out actions in response to disasters and raises awareness of these events, such as the ransacking and burning of the documentation centre and archives of the Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal, which took place in Saint-Louis in February 2020, in addition to its capacity as a member of the Senegalese 'Memory of the World' Committee. In this function, it has participated in the inscription of threatened documentary heritage in the 'Memory of the World' register and has taken part in workshops on emergency response and on strengthening the capacities of the persons or institutions that play a central role in African memory and heritage.

Mobiliers et documents de documentation et d'archives saccagés et calcinés de l'OMVS.

Ransacked and charred furniture of the OMVS documentation centre and archives.
Image: Alboury Fall, 2019

Mosquée de Donaye construite en 1870, île à Morphil, Sénégal.

Donaye mosque built in 1870, île à Morphil, Senegal.
Image: Ariadne Van Zandbergen / Alamy Stock Photo

Vue sur le musée des arts et de la culture de Dschang et le lac munecipal à Dschang, Cameroun.

View on the museum of arts and culture of Dschang and the munecipal lake in Dschang, Cameroon.
Image: Sidoine Mbogni / Shutterstock.com

Le Comité camerounais du Bouclier bleu
The Cameroonian Comittee of the Blue Shield

Christian Nana (Blue Shield Cameroon)

Le Cameroun possède un riche patrimoine qui date de millénaires, avec une multitude de sites culturels et historiques d'intérêt majeur pour toute l'humanité. Dix-huit d'entre eux sont inscrits sur la liste indicative nationale du patrimoine mondial de l'UNESCO, dont des sites préhistoriques tels que les mégalithes de Djohong et de Saa, le site archéologique de Shum Laka, et des paysages culturels comme les Chutes de la Lobé et le Lamidat de Rey-Bouba. Les villes de Yaoundé et Douala possèdent une riche architecture coloniale, témoins de la colonisation allemande, française et anglaise dans le pays.

Cameroon has a rich heritage dating back thousands of years, with a wealth of cultural and historical sites of major interest to all of humanity, eighteen of which are on the UNESCO World Heritage Tentative List. This includes prehistoric sites such as the megaliths of Djohong and Saa, the archaeological site of Shum Laka, and cultural landscapes such as the waterfalls of Lobé and the Lamidat (sultanate) of Rey Bouba. The cities of Yaoundé and Douala are rich in colonial architecture, which harks back to the era of German, French and English colonisation of the country.

Du bureau pilote au Comité camerounais

Le Comité camerounais du Bouclier bleu est né à l'issue d'un échange très productif avec quelques membres du Comité international du Bouclier bleu présents à l'Assemblée générale de l'ICOM, qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 2013. L'ICOM Cameroun, représenté par Christian Nana Tchuisseu, alors Secrétaire général du comité national et conduisant la délégation du Cameroun, était venu pour présenter les problèmes auxquels sont confrontés au quotidien les musées camerounais et leurs professionnels. A cette occasion, la délégation camerounaise a eu une communication intense avec le Comité international du Bouclier bleu, qui avait à cœur de contacter en particulier les professionnels africains des musées et du patrimoine culturel afin de les informer sur le Bouclier bleu et de leur demander d'être les relais de ce bureau international dans les pays africains, y compris au Cameroun.

From the pilot bureau to the Cameroonian Committee

The Cameroonian Committee of the Blue Shield was founded after a very productive discussion among certain members of Blue Shield International who attended ICOM's General Assembly in Rio de Janeiro in 2013. ICOM Cameroon, with Christian Nana Tchuisseu in the position of Secretary-General at the time and leading the delegation of Cameroon, had come to explain the problems facing Cameroonian museums and museum professionals on a daily basis. At this time, the Cameroonian group was in communication with Blue Shield International, which had gotten in touch with a number of professionals specialised in African museums and cultural heritage to talk about the Blue Shield and to ask them to represent this international office in African countries, including Cameroon.

La délégation d'ICOM Cameroun est rentrée du Brésil avec le projet de créer un comité national du Bouclier bleu. Des réunions d'information et de sensibilisation ont été organisées afin de mobiliser le plus grand nombre de professionnels du secteur du patrimoine culturel camerounais ainsi que pour arrêter des stratégies et plans d'actions futurs.

The ICOM Cameroon group then returned from Brazil with the plan to create a Committee of the Blue Shield in Cameroon. Information and awareness-raising meetings were organised with the aim of persuading as many professionals from the Cameroonian cultural heritage sector as possible to decide on strategies and future action plans.

Cette même année, un statut et un règlement intérieur ont été élaborés, organisant ainsi une Assemblée générale constituante lors de laquelle un bureau exécutif provisoire fut mis en place. Ce bureau pilote avait pour mission de gérer la période de transition et de favoriser l'établissement d'un comité du Bouclier bleu au Cameroun. Ce comité pilote a été mis sur pieds et coordonné par son Altesse royale Agnès Nana Fô Nab Ngo, alors vice-présidente de l'ICOM et assumant à cette

That same year, a statute and rules of procedure were set up and a General Assembly was organised so that a pilot office could assume the management during this transition period in order to promote the establishment of a Committee of the Blue Shield in the country. This pilot committee was set up and coordinated by Her Royal Highness Agnès Nana Fo Nab Ngo, then Vice President of ICOM and acting head of ICOM Cameroon. For three years, the pilot committee worked to raise awareness

Figures sculptées dans le Fon ou le Palais du chef ou du roi à Babungo, Cameroun.

Carved figures in the Fon or the Chief or Kings Palace at Babungo, Cameroon.
Image: Martin Barlow / Alamy Stock Photo

période l'intérim à tête d'ICOM Cameroun. Pendant trois années, le comité pilote a œuvré à sensibiliser les professionnels du patrimoine ainsi que autorités du ministère des Arts et de la culture pour pouvoir intégrer les objectifs du Bouclier bleu dans leurs feuilles de route respectives.

Ainsi, le bureau exécutif provisoire dirigé par son Altesse royale Agnès Nana Fô Nab Ngo s'est occupé de gérer les affaires courantes jusqu'à l'organisation de l'élection d'un bureau exécutif, dûment élu conformément aux statuts et au règlement intérieur présentés et déposés auprès des autorités compétentes en vue de la reconnaissance légale pour exercer officiellement nos activités au Cameroun.

Le bureau exécutif provisoire était également chargé d'engager et de structurer l'action autour des valeurs et objectifs promus par le Bouclier bleu, conformément à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé. Ce travail a été nécessaire afin d'obtenir l'autorisation gouvernementale pour que le Bouclier bleu puisse agir au niveau national. En 2016, le Comité camerounais du Bouclier bleu a été officiellement créé. Son bureau exécutif provisoire a continué à travailler sur les textes et programmes potentiels pendant encore deux ans.

Début 2019, toutes les démarches administratives pour la reconnaissance légale du Comité camerounais du Bouclier bleu ayant abouties, une élection a été organisée afin d'élire le premier bureau exécutif officiel avec un mandat de quatre ans renouvelable deux fois.

Dès lors, plusieurs enquêtes et missions de travail ont été menées sur le terrain pour évaluer la situation du patrimoine culturel, des lieux de mémoires, des monuments et autres en cette période marquée par

among heritage professionals and authorities of the Ministry of Arts and Culture with the goal of integrating the Blue Shield's objectives into their road maps.

After this, the provisional executive board, headed by Her Royal Highness Agnès Nana Fo Nab Ngo, had to manage routine business until the election of an executive board could be organised. It was duly elected in accordance with the statutes and rules of procedure, which were presented and filed with the competent authorities for the legal recognition required for us to officially carry out activities in Cameroon.

The pilot office was established and given the responsibility of structuring and initiating activities based on the values and objectives promoted by the Blue Shield, in accordance with the 1954 Hague Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict. This work was necessary to obtain government authorisation for the Blue Shield to work at the national level. In 2016, the Cameroonian Committee of the Blue Shield was formally established, and this interim pilot office continued to work on the planned texts and programmes for another two years.

At the beginning of 2019, we held an election after all our administrative procedures for legal recognition of the National Committee of the Blue Shield of Cameroon and an official executive office was voted in with a four-year term which can be renewed twice.

Since then, several surveys and work missions have been carried out in the field to assess the situation regarding cultural heritage, places of memory, monuments and others in these times of extreme insecurity in Cameroon

de profonds troubles sécuritaires au Cameroun et par l'impact de la crise sanitaire.

Conflits et risques au patrimoine

La situation sécuritaire dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun s'est détériorée depuis la fin de l'année 2017. La région a connu des violences meurtrières depuis la fin de l'année 2016. Dans l'Extrême-Nord, l'armée est également déployée pour combattre les djihadistes de Boko Haram qui lancent des assauts répétés contre la population camerounaise depuis 2014. Ainsi, le Cameroun est confronté à plusieurs crises complexes : les instabilités politiques, économiques, sociales et culturelles dues aux exactions de la secte islamique Boko Haram d'une part, la crise sécuritaire dans les deux régions anglophones d'autre part, ce à quoi s'ajoute la pandémie de COVID-19. On estime que plus de 460 000 personnes ont été déplacées dans ces régions en raison de la violence. Les crises ont causé de nombreux dommages humains, matériels et culturels à la population camerounaise. Elles constituent toujours la principale menace pour le patrimoine culturel. Elles entraînent non seulement la destruction des biens culturels, mais aussi leur trafic illicite.

Depuis le début de ces hostilités, de nombreuses institutions muséales ont fermé leurs portes, et celles qui résistent ont vu leurs œuvres détruites, pillées et volées. Plus de la moitié des musées des régions en crise n'ont plus de personnel en service, même s'ils n'ont pas fermé. Le Musée royal de Babungo et le Musée royal de Mokolo, dans les régions du Nord-Ouest et de l'Extrême-Nord du Cameroun, font partie des nombreuses institutions qui sont gravement touchées par la crise sécuritaire dans l'ouest et le nord du pays. En outre, des bâtiments éducatifs et sanitaires, y compris des monuments historiques, ont été partiellement ou totalement détruits. De plus, l'apparition du coronavirus a porté un coup très dur dans une situation déjà très difficile car le phénomène est d'envergure nationale et mondiale. Des petits et grands musées, des sites culturels tant publics que privés, ont dû fermer leurs portes, la plupart pour une durée indéterminée. On estime que 90 % des 33 musées et sites patrimoniaux du Cameroun font l'objet d'une fermeture totale, partielle ou définitive. L'activité culturelle au Cameroun tire près de 80% de ses revenus des visites, et ces visiteurs constituent la principale source de revenus du pays.

Avant ces crises, le riche patrimoine de la région et les musées locaux étaient un élément fédérateur majeur, rassemblant les communautés et créant des activités génératrices de revenus comme le tourisme culturel. Afin de restaurer la culture et l'espoir, le Bouclier bleu Cameroun a effectué une mission d'évaluation rapide des dommages sur sept sites culturels et musées, en mettant l'accent sur la sauvegarde du patrimoine bâti et la sécurisation des musées et de leurs collections. L'évaluation a révélé que les structures bâties, telles que le palais royal de Bafut et la tour Goto Goulfey, ainsi que le musée Babungo, tous inscrits sur la liste indicative nationale du patrimoine mondial de l'UNESCO, ont été endommagés. Des sanctuaires en pierre ont été

and with the additional impact of the health crisis.

Conflicts and risks to heritage

The security situation in the anglophone regions of North West and South West Cameroon has deteriorated since the end of 2017. The region has been experiencing deadly violence since the end of 2016. In the Far North, the army is also deployed to fight the Boko Haram jihadists, who have been launching repeated assaults against the Cameroonian population since 2014. As such, Cameroon faces several complex crises: political, economic, social and cultural instability caused by the abuses of the Islamic sect Boko Haram and the security crisis in the two Anglophone regions, in addition to the COVID-19 pandemic. It is estimated that more than 460,000 people have been displaced in these areas as a result of violence. The crises have caused a great deal of human, material and cultural damage to the Cameroonian people. This damage, including the destruction of cultural property as well as illegal trafficking, is still the main threat to the country's cultural heritage.

Since the outbreak of these hostilities, many museum institutions have closed and those who resisted have seen their works destroyed, looted and stolen. More than half of the museums in the crisis regions, including those that have remained open, have no staff on duty. The Royal Museum of Babungo and the Royal Museum of Mokolo in the Northwest and Far North regions of Cameroon are just some of the many institutions that have been severely affected by the security crisis in the northern and western regions of Cameroon. Moreover, educational and healthcare buildings, including historical monuments, have been partially or totally destroyed. During this time, the outbreak of COVID-19 dealt a severe blow to the existing situation, due to the pandemic's national and global scope. Large and small museums and cultural sites, both public and private, were forced to close, most of them for an indefinite period. It is estimated that 90% of Cameroon's approximately 33 museums and heritage sites are closed completely, partially or permanently. Cultural activity in Cameroon draws nearly 80% of its income from visits, and these visitors are the country's main source of income.

Before these crises, the region's rich heritage and local museums were a major unifying element, bringing together communities and creating activities which generate income for the country, such as cultural tourism. In order to restore culture and hope to the country, Blue Shield Cameroon carried out a mission to rapidly assess the damage at seven cultural sites and museums, with a focus on safeguarding built heritage in addition to securing museums and their collections. The assessment revealed that numerous built structures, such as the Bafut Palace, the Tower of Goto Goulfey and the Babungo Museum all of which are included on the UNESCO World Heritage Tentative List, were damaged. Stone sanctuaries have been demolished, monuments

Détail du palais du fon, du chef ou du roi à Babungo, Cameroun, montrant des éléments décoratifs et architecturaux traditionnels, notamment un encadrement de porte sculpté.

Detail of fon's or chief's or king's palace at Babungo, Cameroon, showing traditional decorative and architectural features including carved door surround.

Image: Martin Barlow / Alamy Stock Photo

démolis, des monuments ont été touchés par des balles et certaines collections de musées ont été détruites. Les violences récurrentes ont également entraîné le déplacement de communautés entières, ce qui a eu pour effet de perturber les pratiques et les expressions du patrimoine culturel immatériel.

have been hit by bullets and some museum collections have been destroyed. Recurring violence has also led to entire communities being displaced, which has disrupted practices and expressions of intangible cultural heritage.

La création de réseaux forts pour la protection du patrimoine

Dans tous les pays confrontés à l'insurrection, la question des politiques de reconstruction ou de développement se pose lorsque le conflit s'apaise. Le Cameroun ne fait pas exception à cette tendance. Le gouvernement et les acteurs du développement doivent combiner les projets d'urgence en cours avec des projets de développement à plus long terme. Ils doivent cesser de considérer l'Extrême-Nord et le Nord-Ouest/Sud-Ouest uniquement comme des zones à aider, mais plutôt comme des zones de développement. Le Bouclier bleu Cameroun est convaincu que le patrimoine culturel peut jouer un rôle clé dans le redéveloppement des régions touchées et est prêt à coopérer avec les autorités gouvernementales et d'autres partenaires nationaux et internationaux.

The creation of strong networks for the protection of heritage

In all countries facing insurgency, once any conflict has subsided, discussions then turn to reconstruction or development policies, and Cameroon is no exception here. The government and key actors in development must combine ongoing emergency projects with longer-term development projects. They must stop considering the Far North and the Northwest/Southwest only as areas requiring assistance, but rather as development zones. Blue Shield Cameroon firmly believes that cultural heritage can play a key role in the redevelopment of the affected regions and is ready to cooperate with government authorities and other national and international partners.

Le Comité camerounais du Bouclier bleu est un instrument de plaidoyer auprès des autorités camerounaises pour une meilleure protection du patrimoine dans le pays. Il s'efforcera de créer des réseaux forts pour pouvoir interagir avec d'autres pays de la région d'Afrique qui n'ont pas encore de comité national du Bouclier bleu, et pour faire avancer la cause de l'organisation dans ces pays. Le Comité a introduit des documents au niveau du Bureau international du Bouclier bleu afin d'être plus efficace sur le terrain. Son objectif est de toucher un public le plus large possible et de protéger le patrimoine en danger au Cameroun.

The Cameroonian Committee of the Blue Shield is an instrument advocating to the Cameroonian authorities for better protection of the country's heritage. It will make efforts to create strong networks in order to interact with other countries in the Central African subregion that do not have their own Blue Shield committee, and to advance the work of the organisation in these countries. The Committee submitted documents to Blue Shield International with the aim of increasing its efficiency in the field. The aim is to reach as many people as possible and to protect the endangered heritage in Cameroon.

Porte sculptée de la salle de réception principale du palais du chef de Bamil k, chefferie de Bandjoun, Cameroun.

Carved doorway of main reception hall of chief's palace of Bamil k chiefdom of Bandjoun, Cameroon.
Image: Martin Barlow / Alamy Stock Photo

Une pile de manuscrits dans la bibliothèque privée „Mama Haidara“ à Tombouctou, Mali.

A stack of manuscripts in the privat Librarie „Mama Haidara“ in Timbuktu, Mali.
Image: Horst Friedrichs / Alamy Stock Photo

Le Comité malien du Bouclier bleu
The Malian Committee of the Blue Shield

Mamadou Samaké (Blue Shield Mali)

Centre historique du commerce transsaharien et d'études islamiques en Afrique de l'Ouest, le Mali est reconnu mondialement pour ses perles architecturales uniques et ses sites archéologiques. Le pays a quatre sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO : les villes anciennes de Djenné, Tombouctou, le tombeau des Askia et les falaises de Bandiagara. Ayant ratifié la Convention de La Haye de 1954 et ses deux Protocoles, le Mali est résolu à défendre son patrimoine qui, depuis 2012, fait face à des actes de violence.

Protéger le patrimoine dans un contexte d'insécurité

Au mois de mai 2017, une mission de la Direction nationale du Patrimoine Culturel du Mali, conduite par Sidi Lamine Koné, directeur national adjoint, a séjourné à Gao pour installer devant le tombeau des Askia un panneau revêtu du symbole du Bouclier bleu (reprise par la Mission Culturelle en février 2019), attestant de la protection renforcée du site. La présence de cette

As the historical centre of trans-Saharan trade and of Islamic studies in West Africa, Mali is internationally recognised for its unique architectural gems and archaeological sites. The country has four UNESCO World Heritage sites: the Old Towns of Djenné, Timbuktu, the Tomb of Askia and the Cliff of Bandiagara. Having ratified the 1954 Hague Convention and its two Protocols, Mali is determined to defend its heritage, which has been subjected to violent acts since 2012.

Protecting heritage in times of uncertain security

In May 2017, a mission of the National Directorate for Cultural Heritage of Mali, led by Deputy National Director Sidi Lamine Koné, visited Gao to place a panel with the emblem of the Hague Convention in front of the Tomb of Askia (taken over by the Cultural Mission in February 2019), attesting to the reinforced protection of the site. With its project in Gao to raise awareness of the site and

Panneau installé par le directeur national adjoint de la DNPC.

Panel placed by the Deputy National Director of the National Directorate for Cultural Heritage.
Image: Blue Shield Mali, 2018.

Enterrement dans une jarre funéraire sur le site archéologique de Djenné-Djeno, fondé au IIIè siècle avant JC.

Burial in a funerary jar at the archaeological site of Djenné-Djeno, founded in the 3rd century BC.
Image: Mission Culturelle de Gao, 2012

mission de sensibilisation à Gao et l'implantation de ce panneau signalétique ont été les déclencheurs en faveur d'une meilleure compréhension du statut de protection renforcée pour les sites du patrimoine mondial au Mali. Pour les acteurs culturels de Gao, il s'agissait avant tout de comprendre les avantages et les contraintes d'une telle inscription sur la liste des biens culturels sous protection renforcée pour le tombeau des Askia et pour la communauté locale dans un contexte d'insécurité.

Face à ces interrogations, le nouveau chef de la Mission Culturelle de Gao et gestionnaire du site, Mamadou Samaké, a entamé des démarches auprès des structures étatiques chargées de la gestion du patrimoine culturel, d'organisations consultatives de l'UNESCO (telles que l'ICOMOS) et de personnes-ressources afin de mieux appréhender la protection renforcée décrite dans la Convention de La Haye de 1954 et ses deux Protocoles.

En novembre 2018, la formation internationale FAC-AFRICA « Aide d'urgence au patrimoine culturel en temps de crise », organisée à Bamako par l'ICCROM, l'UNESCO et le ministère de la Culture du Mali, a été une opportunité pour des professionnels maliens du patrimoine culturel d'échanger avec Hamady Gaye, participant sénégalais à ladite formation et secrétaire général du Comité sénégalais du Bouclier bleu.

Les échanges ont notamment porté sur le rôle des forces de défense et de sécurité dans la protection du patrimoine culturel, le prix décerné par le Comité sénégalais du Bouclier bleu au général malien Kéba Traoré pour son

the panel which was placed, the Directorate has taken the first steps towards a better understanding of the reinforced protection status of World Heritage sites in Mali. For Gao's key cultural figures, the main objective was to understand the advantages and constraints of an inscription on the list of cultural properties under reinforced protection for the Tomb of Askia and for the local community in times of uncertain security.

Faced with these questions, the new Director of the Cultural Mission of Gao and manager of the site, Mamadou Samaké, has taken steps with the state structures responsible for managing cultural heritage, UNESCO advisory bodies (such as ICOMOS) and key contacts with the aim of better understanding the reinforced protection described in the 1954 Convention and its two Protocols.

In November 2018, the FAC-AFRICA international training course "First Aid to Cultural Heritage in Times of Crisis" organised in Bamako by ICCROM, UNESCO and the Ministry of Culture of Mali, was an opportunity for Malian cultural heritage professionals to exchange with Hamady Gaye, a Senegalese participant in the aforementioned training course and Secretary-General of the Senegalese Committee of the Blue Shield.

The exchanges particularly focused on the role of the defence and security forces in the protection of cultural heritage, the award which the Senegalese Committee of the Blue Shield gave to Malian general Kéba Traoré for

Site archéologique Gao-Saneye, premier emplacement de la ville de Gao actuelle.

Archaeological site of Gao-Saneye, the first location of the present-day city of Gao.
Image: Mission Culturelle de Gao, 2017

engagement dans la protection du patrimoine culturel du Nord Mali ainsi que sur l'importance de la mise en place d'un comité national du Bouclier bleu au Mali. Hamady Gaye s'est engagé à fournir une documentation dans le but d'aider à la création et au soutien d'un comité malien.

his commitment to the protection of cultural heritage in northern Mali. They also emphasised the importance of establishing a National Committee of the Blue Shield in Mali. Hamady Gaye pledged to provide documentation to assist in creating and supporting a Malian Committee.

C'est ainsi que le Bouclier bleu international a approuvé en novembre 2019 la mise en place du Comité malien du Bouclier bleu. En janvier 2020, un bureau composé de neuf membres a été créé à l'occasion d'une assemblée générale organisée dans les locaux du Musée national du Mali. L'immatriculation nationale du Comité a été enregistrée sous le numéro 0752/G-DB le 10 novembre 2020. En février 2021, le Bouclier bleu international a octroyé son accréditation au Comité malien du Bouclier bleu.

As a result, Blue Shield International approved the establishment of the Malian Committee of the Blue Shield in 2019. In January 2020, a nine-member board was created during a General Assembly which was held at the National Museum of Mali. The national registration of the Committee was recorded under the number 0752/G-DB on 10 November 2020. In February 2021, Blue Shield International granted its accreditation to the Malian Committee of the Blue Shield.

La mise en place du Comité est le résultat des efforts et de l'engagement de plusieurs institutions culturelles maliennes : le comité ICOMOS-Mali, le comité ICOM Mali, la direction nationale des Archives du Mali, la direction de la Bibliothèque nationale du Mali, la Direction nationale du Patrimoine Culturel du Mali, l'Institut des sciences humaines du Mali, Interpol Mali, le Musée des armées de Bamako et le Musée national du Mali. Les membres du Comité malien du Bouclier bleu se composent des représentants de ces institutions. La présidence est par exemple assurée par le secrétaire général du comité ICOM Mali, Mamadou Samaké. Les membres actuels du Comité sont :

The establishment of the Committee is the result of the efforts and commitment of several Malian cultural institutions: the ICOMOS-Mali Committee, the ICOM Mali Committee, the National Directorate of Archives of Mali, the National Library of Mali, the National Directorate for Cultural Heritage of Mali, the Mali Institute of Social Sciences, Interpol Mali, the Army Museum in Bamako and the National Museum of Mali. The current Malian Committee consists of representatives from these institutions. For example, the current president, Mamadou Samaké, is also the Secretary-General of the ICOM Mali Committee. The current members of the Malian Committee of the Blue Shield are:

Président: Mamadou Samaké
1er vice-président: Fallo Baba Kéita
2nd vice-président: Moussa Traoré
Secrétaire général: Timothée Saye
Trésorier: Amadou Traoré
Secrétaire à l'organisation: Boubacar Traoré
Secrétaire à la communication: Daouda Kéita
Secrétaire chargé des commissions: Ibrahim Cissé
Secrétaire chargé du suivi des situations d'urgence: El Hadj Baba Wangara

President: Mamadou Samaké
1st Vice-President: Fallo Baba Kéita
2nd Vice-President: Moussa Traoré
Secretary-General: Timothée Saye
Treasurer: Amadou Traoré
Secretary for Organisation: Boubacar Traoré
Secretary for Communications: Daouda Kéita
Secretary for Commissions: Ibrahim Cissé
Secretary for Emergency Response: El Hadj Baba Wangara

Risques résiduels après la crise de 2012

L'insécurité résiduelle au Mali depuis la crise de 2012 est le plus grand danger auquel doit faire face le patrimoine culturel du pays. Les groupes armés séparatistes ont saccagé plusieurs mausolées de la ville de Tombouctou, classée au patrimoine mondial, ainsi que des villages des falaises du Bandiagara. Cette dernière région continue à souffrir des violences intercommunautaires, qui menacent également le patrimoine architectural. Plusieurs sites archéologiques ont été pillés pour alimenter le marché international des antiquités.

Le Comité malien du Bouclier bleu est confronté aussi au défi de l'insuffisance de ressources humaines formées à la gestion des risques liés au patrimoine culturel et à l'application de la Convention de 1954 et ses deux Protocoles. À cela s'ajoutent le manque de documentation sur la gestion des risques, la faible collaboration des gestionnaires de sites avec les forces armées de défense et de sécurité pour la protection du patrimoine culturel et l'implication minime des jeunes et des femmes dans ladite protection. On regrette également une absence de formation des membres des comités de gestion des sites inscrits au patrimoine mondial de l'humanité mais aussi d'espaces d'échange entre les communautés, les collectivités décentralisées et les gestionnaires des sites. On ne peut que constater la prise en charge insuffisante du patrimoine culturel dans les programmes de développement durable du gouvernement et des collectivités décentralisées.

Formuler un plan d'action et forger des partenariats stratégiques

Le bureau du Comité malien a élaboré un plan d'action validé en assemblée générale. Avant la mise en œuvre de ce plan, il a entamé des démarches auprès d'autres comités dans le cadre de la mise en place d'un partenariat.

Ces démarches incluent des échanges d'e-mails avec le Comité sénégalais du Bouclier bleu ainsi que des discussions par visioconférence avec le Comité français du Bouclier bleu sur la Convention de 1954 et ses deux Protocoles et sur l'élaboration d'un plan de gestion des risques. Le bureau a également participé à certaines visioconférences organisées par le Bouclier bleu international.

Compte tenu de la situation sécuritaire difficile dans plusieurs régions du pays, le Comité malien du Bouclier bleu développe et met en œuvre actuellement des actions dans le but d'endiguer les menaces auxquelles sont confrontés les sites du patrimoine culturel. Il s'agit, par exemple, d'établir des partenariats stratégiques avec les forces armées et de sécurité du Mali et des partenaires clés dans le domaine du patrimoine ainsi qu'au sein du réseau du Bouclier bleu. En outre, le Comité prévoit des projets de sensibilisation des communautés locales vivant à proximité des sites du patrimoine menacés ainsi qu'un projet d'inventaire des sites du patrimoines menacés.

La création du Comité malien du Bouclier bleu a été fortement soutenue par le Comité sénégalais du

Residual threats after the 2012 crisis

The residual insecurity in Mali since the 2012 crisis is the greatest threat to the country's cultural heritage. Armed separatist groups have ransacked several mausoleums in the World Heritage city of Timbuktu as well as villages located along the Cliff of Bandiagara. The latter region continues to suffer violence from other communities, which also threatens the architectural heritage. Several archaeological sites have been looted to supply the international antiques market.

The Malian Committee also faces the difficulty of insufficient human resources trained in risk management in connection with cultural heritage and in the application of the 1954 Convention and its two Protocols. In addition, there is a lack of documentation on risk management, poor collaboration between site managers and the armed defence and security forces in order to protect cultural heritage and minimal involvement of young people and women in said protection. It is also regrettable that there is a lack of training for members of management committees for listed World Heritage sites, as well as a lack of opportunities for exchange between communities, decentralised authorities and site managers. It is clear that cultural heritage has not been adequately addressed in the sustainable development programmes of the government and decentralised authorities.

Formulating an action plan and forging strategic partnerships

The board of the Malian Committee has drawn up a strategic plan which was approved at the General Assembly. Prior to implementing this plan, the board initiated steps with other committees with a view to establishing a partnership.

These steps included email exchanges with the Senegalese Committee of the Blue Shield as well as discussions via video conference with Blue Shield France on the 1954 Convention and its two Protocols as well as on the development of a risk management plan. The board also participated in a number of Blue Shield International video conferences. These activities resulted in the development of a strategic plan.

Given the difficult security situation in several regions of the country, the Malian Committee of the Blue Shield is developing and implementing actions with the aim of addressing the threats to cultural heritage sites. This includes, for example, establishing strategic partnerships with the Malian armed forces and security forces and key partners in the field of heritage as well as within the Blue Shield network. The Committee is planning awareness-raising projects for local communities living in the vicinity of threatened heritage sites- A project to compile a list of these sites is also planned.

The creation of the Malian Committee of the Blue Shield was strongly supported by the Senegalese Committee of

Bouclier bleu, Emma Cunliffe (secrétaire de Bouclier bleu international), le capitaine Timothée Le Berre (Délégation au patrimoine de l'Armée de terre, France), Jocelyne Deschaux (présidente du Comité français du Bouclier bleu) et Charlotte Joy (Commission nationale du Royaume-Uni pour l'UNESCO). Nous leur en sommes extrêmement reconnaissants.

the Blue Shield, Emma Cunliffe (Secretary of Blue Shield International), Captain Timothée Le Berre (Délégation au patrimoine de l'Armée de terre, France), Jocelyne Deschaux (President of Blue Shield France) et Charlotte Joy (UK National Commission for UNESCO). We are extremely grateful to them.

Village Dogon encastré dans une falaise de grès, Mali.

Dogon village-built-into the sandstone cliff, Mali.
Image: Horst Friedrichs / Alamy Stock Photo

Fort San Sebastian (Sao Sebastiao), île du Mozambique baie de Mossuril, Mozambique.

Fort San Sebastian (Sao Sebastiao), Mozambique island, Mossuril Bay, Mozambique.
Image: Dmitry Malov / Alamy Stock Photo

Le Bouclier bleu au Mozambique
Blue Shield in Mozambique

Daniel Inoque (National Correspondent in Mozambique)

Situé au carrefour de l'Afrique subsaharienne, de la côte swahilie et de l'océan Indien, le Mozambique possède un patrimoine culturel d'importance mondiale. Si l'île de Mozambique est officiellement inscrite au patrimoine mondial avec ses forteresses et ses villages du XVe siècle, d'autres sites mozambicains figurent sur la liste indicative nationale du patrimoine mondial de l'UNESCO, notamment Manyikeni et Chibuene, l'archipel des Quirimbas, la chaîne de montagnes Vumba et la zone marine protégée de Ponta de Ouro.

The cultural heritage of Mozambique is of global significance, with links across sub-Saharan Africa, the Swahili coast, and the Indian Ocean. While the Island of Mozambique with its 15th-century fortresses and villages is an officially designated World Heritage Site, other Mozambican sites are on UNESCO's Tentative List, including Manyikeni and Chibuene, the Quirimbas Archipelago, the Vumba Mountain Range, and the Ponta de Ouro Protected Marine Area.

La présence du Bouclier bleu au Mozambique contribuerait fortement à faire connaître et à protéger le patrimoine mozambicain, tant au niveau national qu'international.

The presence of the Blue Shield in Mozambique would do much to raise awareness about and protect Mozambican heritage, both on a national and on an international level.

Créer une structure pour la protection du patrimoine culturel dans les situations de crise

L'idée de former un comité national du Bouclier bleu au Mozambique est née à l'occasion de la 28e assemblée générale du Conseil international des musées (ICOM), qui s'est tenue le 17 août 2013 à Rio de Janeiro, Brésil. Au cours des présentations des comités à la rencontre «ICOM Dialogue Sud-Sud des musées», on a pu observer que la plupart des musées représentés là-bas ne prévoyaient aucun plan d'urgence au sein de leurs institutions. Le Bouclier bleu étant engagé dans la protection du patrimoine culturel dans les situations de crise, l'existence d'un comité national du Bouclier bleu au Mozambique pourrait donner naissance à la structure permettant de combler ce manque.

Developing the structure to protect cultural heritage during times of crisis

The idea of forming a Blue Shield national committee in Mozambique surfaced during the 28th General Assembly of the International Council of Museums (ICOM) held in Rio de Janeiro, Brazil, on 17 August 2013. During the panel presentations of the «ICOM South-South Dialogue of Museums Meeting», it was noted that most of the museums represented at the meeting did not have emergency plans in their institutions. As Blue Shield is committed to the protection of cultural heritage during crises, the existence of a national committee of Blue Shield in Mozambique could develop the structure to fill this gap.

À cet effet, la participation de Daniel Inoque notamment, contact officiel du Bouclier bleu au Mozambique, à la formation de FAC « L'aide d'urgence au patrimoine culturel en temps de crise » organisée aux Pays-Bas en 2018, permit d'établir des relations entre le pays et Bouclier bleu international. Actuellement, il travaille à la création d'un comité national du Bouclier bleu au Mozambique avec le soutien de Bouclier bleu international ainsi que des autorités mozambicaines.

Efforts in this regard, including the participation of Daniel Inoque, official Blue Shield contact in Mozambique, in the FAC training course "First Aid to Cultural Heritage in Times of Crisis", held in the Netherlands in 2018, brought about connections between the country and Blue Shield International. He is currently working on the formation of a national Blue Shield committee in Mozambique with support from Blue Shield International as well as from the Mozambican authorities.

En 2018 s'est tenue une première réunion entre les membres des organisations fondatrices du Bouclier bleu au Mozambique, à savoir entre des représentants de l'ICOM, du Conseil international des archives (ICA), de la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques (IFLA) ainsi que de ses propres institutions nationales et d'un assistant bénévole basé à l'Institut supérieur des arts et de la culture de Matola. Les personnes impliquées dans l'initiative sont : Joel das Neves Tembe (ICA Mozambique), Jorge Fernando Jairoce (IFLA Mozambique), Lucilia Chuquela (ICOM Mozambique), Aissa Issak (IFLA Mozambique),

A first meeting took place in 2018 between members of the founder organisations of Blue Shield in Mozambique —representatives of ICOM, the International Council on Archives (ICA), the International Federation of Library Associations and Institutions (IFLA), as well as on its own national institutions and a volunteer assistant based at the Higher Institute of Art and Culture in Matola. Those involved in the initiative are Joel das Neves Tembe (ICA Mozambique), Jorge Fernando Jairoce (IFLA Mozambique), Lucilia Chuquela (ICOM Mozambique), Aissa Issak (IFLA Mozambique), Daniel Inoque (ICOM Mozambique, coordinator of the Blue Shield initiative in

Chapelle de Nossa Senhora de Baluarte à l'extérieur de la Mozambique.

Chapel of Nossa Senhora de Baluarte just outside the Mozambique.
Image: Bert de Ruiter / Alamy Stock Photo

Daniel Inoque (ICOM Mozambique, coordinateur du projet Bouclier bleu au Mozambique) et Lopes Massango (ICOM Mozambique, chef de projet adjoint de l'initiative).

Mozambique), and Lopes Massango, (ICOM Mozambique, assistant project manager to the initiative).

Risques humains et environnementaux encourus par le patrimoine culturel du Mozambique

La protection des biens matériels et immatériels au Mozambique est régie par la loi 10/88 du 22 décembre 1988. C'est dans ce cadre juridique que le pays a ratifié des conventions internationales et adopté les bonnes pratiques de l'ICOM dans le domaine des musées en faveur de la préservation du patrimoine culturel et naturel dans son régime juridique.

Cependant, les défis soulevés par la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel du

Human and environmental risks to Mozambican heritage

The protection of material and immaterial cultural assets in Mozambique was legally proscribed by the Law 10/88 of December 22, 1988. It is within this legal framework that the country has ratified international conventions, and adopted the good practices of ICOM in the area of museums for the preservation of cultural and natural heritage in its legal regime.

However, the challenges of protecting tangible and intangible Mozambican cultural heritage are enormous

Dégâts causés à la chapelle de Nossa Senhora do Baluarte par le cyclone tropical intense Kenneth en 2019.

Damage to chapel of Nossa Senhora do Baluarte caused by the intense tropical cyclone Kenneth in 2019.
Image: Photographic Archive of the Ministry of Culture and Tourism of Mozambique

L'entrée principale du musée Chai avec des fenêtres et des portes cassées.

The main entrance of the Chai Museum with broken windows and doors.
Image: Photographic Archive of the Cabo Delgado Provincial Directorate of Culture and Tourism of Mozambique

Mozambique sont énormes en matière de formation de personnel spécialisé dans ce domaine et de mobilisation des ressources matérielles et financières tant à l'échelon national qu'international. Le patrimoine du pays est particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique en raison de sa situation sur la côte de l'océan Indien. En 2019, par exemple, l'intense cyclone tropical Kenneth a fortement endommagé la chapelle de Nossa Senhora do Baluarte du XVIe siècle.

in terms of training specialised staff in this sector and mobilizing the material and financial resources at both national and international levels. The country's heritage is especially vulnerable to the impacts of climate change, due to its location on the coast of the Indian Ocean. In 2019, the intense tropical cyclone Kenneth heavily damaged the 16th-century chapel Nossa Senhora do Baluarte.

À ces défis environnementaux viennent s'ajouter les actions humaines. Depuis 2017, le pays est confronté à un conflit armé dans la région nord de la province de Cabo Delgado, qui a provoqué non seulement des pertes humaines et des dommages aux infrastructures sociales et économiques mais aussi la destruction du patrimoine culturel (par exemple, l'acte de vandalisme perpétré au musée Chai). Aucun inventaire n'a encore été mené sur le patrimoine culturel de cette région, qui est actuellement en grand danger.

Added to these environmental challenges are human actions. Since 2017, the country is facing an armed conflict in the northern region of Cabo Delgado Province, which has provoked not only loss of life and damage to social and economic infrastructure, but also the destruction of cultural heritage (for example, the act of vandalism at the Chai Museum). A survey has not yet been conducted on the cultural heritage of this region, which is currently at great risk.

Sensibilisation et enseignement

Les défis soulevés par la protection des biens matériels et immatériels du patrimoine culturel mozambicain sont actuellement étudiés par les initiateurs du Bouclier bleu au Mozambique à travers une approche interdisciplinaire, impliquant les sciences humaines, sociales et naturelles. Deux axes d'action principaux ont été mis en place : la sensibilisation, d'une part, et l'enseignement universitaire d'autre part.

Advocacy and teaching

The challenges to the protection of tangible and intangible assets of Mozambican cultural heritage are currently being addressed by the proponents of Blue Shield in Mozambique through an interdisciplinary approach, involving the Humanities, the Social, and Natural Sciences. They have set in motion two main lines of activity: advocacy on the one hand, and university teaching on the other.

Le premier axe d'action a consisté à sensibiliser les autorités mozambicaines à la mission, à la vision et aux objectifs du Bouclier bleu de septembre à décembre

The first line of activity involved communicating Blue Shield's mission, vision, and objectives to Mozambican authorities from September to December 2019. In

Une pièce détruite dans le musée Chai.

The act of vandalism at the Chai Museum.
Image: Photographic Archive of the Cabo Delgado Provincial Directorate of Culture and Tourism of Mozambique.

2019. En août 2020, cette approche de sensibilisation a finalement contribué à l'approbation d'un mécanisme juridique venant renforcer l'importance du secteur de la culture à travers le tourisme, par le biais d'un système de gestion des risques et des catastrophes.

August 2020, this advocacy eventually contributed to the approval a legal mechanism which strengthens the significance of the culture sector through tourism, by means of a risk and disaster management system.

S'agissant du second axe d'action, les objectifs du Bouclier bleu ont été abordés dans le cadre de plusieurs conférences universitaires devant des étudiants mais aussi devant différents acteurs de la préservation du patrimoine culturel et naturel au Mozambique.

As a second line of action, the objectives of Blue Shield were included in several university lectures held both to students and to various stakeholders of cultural and natural heritage preservation in Mozambique.

Enfin, le contact du Bouclier bleu au Mozambique développe actuellement une coopération avec des représentants des comités nationaux du Bouclier bleu en Afrique, mais aussi au sein du réseau plus large du Bouclier bleu international.

Lastly, the contact for Blue Shield in Mozambique is building cooperation with representatives of the national committees of Blue Shield in Africa, but also within the wider Blue Shield network.

Les restes fossiles d'un dinosaure Jobaria tiguidensis exposés au Musée national de Niamey, au Niger.

Fossil remains of a Jobaria tiguidensis dinosaur on display at the National Museum in Niamey, Niger.
Image: HomoCosmicos / Alamy Stock Photo

Le Bouclier bleu au Niger
Blue Shield in Niger

Adamou Danladi (National Correspondent in Niger)

Le Niger est un pays situé entre l'Afrique du nord et l'Afrique subsaharienne et couvre une superficie de 1 267 000 km². Cette situation géographique privilégiée fait de ce pays un carrefour de cultures qui se sont enrichies et développées dans le temps dans un territoire où les témoignages les plus anciens de la présence humaine remontent à plus d'un million d'années. Le Niger regorge d'importantes ressources patrimoniales identifiées qui sont entre autres des monuments, des sites historiques, archéologiques et paléontologiques ainsi des éléments du patrimoine culturel immatériel.

Niger is a country located between North Africa and sub-Saharan Africa covering an area of 1,267,000 km². Thanks to this privileged geographical location, the country is a melting pot of cultures that have grown and developed over time. Here, the oldest evidence of human existence dates back more than a million years. Niger is full of valuable resources attesting to our heritage, including monuments and historical, archaeological and palaeontological sites as well as elements of intangible cultural heritage.

Outre le centre historique d'Agadez, inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2013, plusieurs autres biens représentatifs sont inscrits sur la liste indicative nationale du patrimoine mondial qui compte des biens culturels et naturels comme la vieille ville de Zinder, les mosquées en terre de la région de Tahoua, le palais de Zarmakoye de Dosso, les Tombeaux de 99 saints de Madarounfa, le site archéologique de Bura, la réserve de faune de Gadabedji et la partie nigérienne du paysage culturel du lac Tchad.

In addition to the Historic Centre of Agadez, which has been a listed World Heritage site since 2013, several other prominent sites are included on the Tentative List featuring cultural and natural properties such as the Old Town of Zinder, the earthen mosques of the Tahoua region, the palace of the Zarmakoye in Dosso, the Tombs of the 99 Saints in Madarounfa, the Bura archaeological site, the Gadabedji wildlife reserve and the Nigerien part of the Lake Chad cultural landscape.

Un comité né à partir d'une rencontre africaine

Le processus de la création d'un comité du Bouclier bleu au Niger a commencé après avoir été sensibilisé par M. Hamady Gaye, le Secrétaire général du Comité sénégalais du Bouclier bleu lors d'une rencontre internationale FAC AFRICA « L'aide d'urgence au patrimoine culturel en temps de crise » en novembre 2018 à Bamako (Mali). M. Gaye a encouragé le groupe nigérien à créer un comité national au Niger.

A committee born from an African meeting

The process of creating a Blue Shield Committee in Niger started after the idea was raised by the Secretary-General of the Senegalese Committee of the Blue Shield, Mr Hamady Gaye, during the November 2018 international meeting of FAC AFRICA "First Aid to Cultural Heritage in Times of Crisis" in Bamako (Mali). Mr Gaye encouraged the Nigerien group to create a national committee in Niger.

Le 29 juillet 2019, le Comité international du Bouclier bleu a autorisé M. Danladi Adamou, qui en avait fait la demande à constituer le comité national du Niger.

On 29 July 2019, Blue Shield International authorised Mr Danladi Adamou, who made the request to form the Nigerien National Committee.

Le 19 décembre 2019, le Comité a tenu sa première assemblée générale, permettant ainsi l'élection du bureau exécutif national composé de cinq membres à savoir, un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire-adjoint et un membre d'honneur. Aujourd'hui, le Comité compte vingt-et-un adhérents. Actuellement, il poursuit le processus de l'accréditation formelle par Bouclier bleu international.

On 19 December 2019, the Committee held its first General Assembly, where it chose the five-member National Executive Board including the roles of president, vice-president, secretary and deputy secretary in addition to an honorary member. The Committee is now made up of twenty-one members and is currently in the process of being formally accredited by Blue Shield International.

À l'instar des autres comités nationaux, le Comité nigérien intervient afin de contribuer à la sauvegarde du patrimoine culturel et naturel conformant aux objectifs du Bouclier bleu. Le Comité nigérien travaille particulièrement pour la protection du patrimoine culturel matériel et immatériel, dans le renforcement des capacités des acteurs et pour la sécurisation des institutions comme les musées, les centres de documentation, les conservatoires, les sites et les monuments.

As other national committees are also doing, the Nigerien Committee is working to help safeguard natural and cultural heritage in line with the objectives of Blue Shield International. The Nigerien Committee is particularly working on protecting tangible and intangible cultural heritage, strengthening the capabilities of its key figures, securing institutions such as museums, documentation centres, conservatories, sites and monuments.

Musée national, Niamey, Niger.

National Museum, Niamey, Niger.
Image: Charles O. Cecil / Alamy Stock Photo

Le pillage comme défi majeur du patrimoine au Niger

Le plus grand défi auquel le patrimoine nigérien est confronté est le pillage des sites archéologiques et le trafic illicite des objets pillés ainsi que la dégradation voire la destruction de son patrimoine notamment architectural. Des expositions dans des musées européens ont fomenté un goût pour les statuaires funéraires en terre-cuite du Niger, ce qui a provoqué du pillage dans des sites historiques du sud-ouest du pays. Les sites paléontologiques et préhistoriques dans le nord du pays sont aussi sujets au pillage.

Looting as a major challenge to Nigerien heritage

Looting at archaeological sites and illegal traffic of looted objects pose the greatest challenges to Nigerien heritage, in addition to the deterioration or possibly even destruction of its heritage, particularly its architectural heritage. Exhibitions in European museums have sparked an interest in Nigerien terracotta funerary statues, which has led to looting at historical sites in the south-west of the country. Palaeontological and prehistoric sites in the north of the country are also prone to looting.

Engageant le public et les forces de sécurité

Le Comité nigérien a déjà initié des activités comme des ateliers d'information et de sensibilisation des acteurs sur l'importance du Bouclier bleu et le rôle du comité national. Il poursuit la mobilisation des adhérents et des partenariats afin d'agrandir son réseau et de développer ses activités au profit des générations présentes et futures, en recrutant des jeunes adhérents, engagés et travaillant dans les différents domaines de compétence du Bouclier bleu. Notre comité participe à la protection et à la promotion du patrimoine au Niger à travers des communications, des débats radio ou télévisés et la publication d'articles.

Comme activités futures, le Comité prépare deux modules de formation sur la protection et sur la lutte contre le trafic illicite des biens culturels, formation destinée aux forces de défense et de sécurité.

Le Comité cherche également à renforcer son partenariat avec notamment les ONG ainsi que les communautés afin de travailler ensemble et en synergie dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action 2020-2022.

Engaging the public and the security forces

The Nigerien Committee has already introduced activities such as informative workshops and actions to bring the importance of the Blue Shield and the role of the national committee to the attention of key figures. It is continuing to attract members and establish partnerships in order to expand its network and develop its activities for the benefit of both existing and future generations by recruiting young, motivated members working in the various fields of expertise of the Blue Shield. Our Committee contributes to the protection and promotion of Nigerien heritage through communication, by participating in radio or television debates and by publishing articles.

As future activities, the Committee is preparing two training modules on protecting and combating illegal trafficking of cultural property for the defence and security forces.

The Committee is also seeking to strengthen its partnership with NGOs and communities in particular, creating effective collaborations for the benefit of both partners in order to implement its strategic plan for 2020-2022.

Danseurs masqués en tereli, Dogon, Mali.

Masked dancers in tereli, Dogon, Mali.
Image: Louise Bretten / Alamy Stock Photo

Conclusion
Conclusion

Susann Harder (Blue Shield Germany)

Cher lecteur, chère lectrice,

La brochure que vous venez de lire est le premier résultat majeur d'un nouveau niveau de coopération au sein de la famille du Bouclier bleu entre les comités nationaux africains du Sénégal, du Mali et du Cameroun et le comité national allemand. Les correspondants nationaux du Bouclier bleu au Niger et au Mozambique nous ont également rejoints. Pour nous tous, la phase de projet sur l'année qui s'achève a été une expérience importante en matière de découverte des défis auxquels est confronté le patrimoine culturel dans nos pays respectifs et dont certains sont inclus dans les articles individuels contenus dans cette brochure. Chacun d'entre eux jette un regard sur le travail du Bouclier bleu dans les cinq pays africains et sur la manière dont nos collègues s'efforcent soit d'empêcher les dommages au patrimoine culturel, soit de protéger à tout le moins le patrimoine endommagé pendant et après les situations de crise, que ces dernières soient la conséquence de

Dear Reader,

The brochure you have just read is the first major result of a new level of cooperation within the Blue Shield family, between the African National Committees in Senegal, Mali, Cameroon and the German National Committee. In this, we are also joined by the national Blue Shield correspondents in Niger and Mozambique. For all of us, this year's project phase was an important learning experience about the challenges that cultural heritage faces in our respective countries, some of which are included in the individual contributions in this brochure. Each of them offers an insight into the work of Blue Shield in the five African countries and how our colleagues are trying to either prevent damage to cultural heritage or to at least protect damaged heritage during and after crises whether they are the result of armed conflict, civil unrest or disasters. In this, we as members of the Blue Shield family are united in our shared efforts to contribute to the mission of Blue Shield.

conflits armés, de troubles civils ou de catastrophes. Pour ce faire, nous, membres de la famille du Bouclier bleu, sommes unis dans nos efforts communs de contribution à la mission du Bouclier bleu.

Si les exemples détaillés par nos collègues africains du Bouclier bleu permettent d'illustrer l'ampleur du travail sur le terrain, il nous a également semblé intéressant de présenter toute l'étendue de la mobilisation du Bouclier bleu pour la protection des biens culturels ainsi qu'un aperçu de la manière dont l'organisation a défini son objectif et son modus operandi. Ces aspects ont été clairement formulés dans le document L'approche du Bouclier bleu rédigé par Blue Shield International et adopté dans sa dernière version par le conseil d'administration en février 2021. Vous trouverez l'intégralité de L'approche du Bouclier bleu dans les pages suivantes (avec toutefois moins de notes de bas de page pour mieux s'adapter au format de la brochure). La version complète est accessible sur le site de Blue Shield International (www.theblueshield.org).

While the examples detailed by our African Blue Shield colleagues serve to illustrate the scope of work in the field, we also thought it to be important to present the full scope of Blue Shield's engagement in cultural property protection, as well as an insight into how the organisation defined its purpose and modus operandi. These aspects were clearly formulated in the "Blue Shield Approach", a document developed by Blue Shield International and adopted in its latest version by the board in February 2021. You can find the Blue Shield Approach in full length in the following pages (though with fewer footnotes to better fit in to the format of the brochure). The complete version can be accessed via the website of Blue Shield International (www.theblueshield.org).

Après avoir lancé avec succès notre projet de coopération en 2021, nous anticipons d'ores et déjà les années à venir pour lesquelles nous avons prévu un certain nombre d'activités passionnantes, dont l'organisation d'une rencontre du réseau territorial du Bouclier bleu dans l'un des pays africains partenaires. À long terme, nous espérons renforcer la présence d'experts du Bouclier bleu en Afrique mais aussi continuer à mettre à profit l'expérience précieuse, souvent chèrement acquise, que nous possédons chacun en matière de protection du patrimoine culturel. Nous espérons que, grâce à notre travail commun, nous pourrons encourager la poursuite des échanges d'informations et de compétences avec d'autres acteurs engagés dans la protection des biens culturels, l'organisation de réunions scientifiques et d'expositions autour des questions relatives au patrimoine, la formation indispensable et la sensibilisation aux bonnes pratiques dans le domaine de la protection du patrimoine. Cette dernière serait grandement facilitée par un meilleur soutien et une meilleure accessibilité aux universités étrangères pour les étudiants africains, par exemple à la section Métiers du Patrimoine (MDP) de l'UFR CRAC (Civilisations, Religions, Arts et Communication) de l'université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal, l'un des partenaires clés de notre projet. Enfin, nous voulons soutenir les efforts déployés par nos partenaires africains pour inventorier et documenter le patrimoine africain menacé et œuvrer à sa préservation.

After having successfully initiated our cooperation project in 2021, we are already looking ahead to the coming years for which we have planned quite a few exciting activities, including a regional network meeting of Blue Shield in one of the African partner countries. In the long-term, we are hoping to strengthen the presence of Blue Shield experts in Africa, but also to continue learning about the valuable experience we each possess about protecting cultural heritage, especially because this experience is often gained at great cost. We hope that based on our joint work, we can motivate further exchange of information and skills with other actors engaged in cultural property protection, the organisation of scientific meetings and exhibitions on heritage issues, much needed training and awareness-raising on good practices in the field of heritage protection. The latter would be much aided by improved support and facilitation of access to foreign universities for African students such as those of the Heritage Professions Section (Métiers du Patrimoine, MDP) of the UFR CRAC (Civilisations, Religions, Arts and Communication) of Gaston Berger University in Saint-Louis, Senegal, one of the key partners in our project. Lastly, we are aiming to support the efforts of our African partners to inventorise and document threatened African heritage and work towards its preservation.

Ce n'est pas une mince affaire ; mais c'est une entreprise qui nous tient à cœur et qui en vaut la peine. Et que de nouveaux partenaires pourraient venir enrichir. Alors, si les présentations contenues dans cette brochure vous ont interpellé(e) et ont suscité en vous une envie de prendre part à cette cause, n'hésitez pas à nous contacter !

No small feat, indeed, but a worthwhile endeavour to which we are committed. And which can certainly benefit from additional partners. So if the presentations in this brochure struck a chord with you and inspired you to contribute, please contact us!

Peintures rupestres de chasseurs-cueilleurs sur la colline de Chinhamapare, dans la chaîne de montagnes Vumba, à Manica, au Mozambique.

Hunter-gatherer rock art paintings in Chinhamapare Hill within Vumba Mountain Range in Manica, Mozambique

Image: ivanfolio / Alamy Stock Photo

L'approche du Bouclier bleu
The Blue Shield Approach

1 PRÉSENTATION DE L'APPROCHE

1.0 Le Bouclier bleu, ou Blue Shield, est une organisation à but non lucratif de droit néerlandais dont le fonctionnement est régi par ses statuts de 2016. Ce document présentant nos activités est divisé en plusieurs sections :

1 Présentation de l'approche
2 Mission, ambitions et objectifs
3 Éthique et principes
4 Réalisation de la mission et des objectifs
5 Menaces pesant sur les biens culturels
6 Importance de la protection des biens culturels
7 Champ d'action du Bouclier bleu
8 Contexte juridique

1.1 Dans les statuts de l'association de 2016, on entend par Membres du Bouclier bleu les organisations fondatrices (c.-à-d. le Conseil international des archives, le Conseil international des musées, le Conseil international des monuments et des sites, la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques et des institutions) et tous les comités nationaux. Ces statuts confèrent aux Membres des droits et obligations spécifiques. Ce mot prend une majuscule pour le distinguer des membres individuels des comités nationaux. Les comités nationaux en cours de constitution sont considérés comme de futurs Membres et peuvent prendre part aux assemblées du Bouclier bleu, sans avoir toutefois le droit de voter.

1.2 S'inscrivant dans un contexte international, l'approche du Bouclier bleu vise à fournir un cadre général pour les activités du conseil d'administration de Blue Shield International, du secrétariat et des comités nationaux. L'approche se veut, non pas restrictive, mais plutôt un cadre utile pour le conseil, le secrétariat et les comités nationaux, en fournissant un programme commun et partagé. Une telle démarche commune est essentielle si l'on veut que le Bouclier bleu soit accepté en tant qu'organisation et partenaire de premier plan en matière de protection des biens culturels (PBC) en cas de conflit armé et à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. Les comités nationaux doivent naturellement agir en fonction de leurs situations individuelles particulières à l'intérieur de ce cadre général.

1.3 Ce document utilise le terme de bien culturel (BC) tel que défini dans l'article 1 de la Convention de La

1 APPROACH OVERVIEW

1.0 The Blue Shield is an international non-governmental organisation established under Dutch Law in its 2016 Articles of Association. This document presents our work under the following sections:

1 Approach overview
2 Mission, Context, and Goals
3 Ethics and Principles
4 Delivery of Mission and Goals
5 Threats to cultural property
6 The importance of cultural property protection
7 Blue Shield's remit
8 Legal context

1.1 A Member of the Blue Shield is defined in the 2016 Articles of Association as the Founding Organisations (i.e., The International Council of Archives, the International Council of Museums, the International Council on Monuments and Sites, and the International Federation of Library Associations and Institutions) and all national committees. Members have specific rights and obligations under the 2016 Articles of Association. This term is capitalised to distinguish it from individual members of national committees. National committees under construction are considered prospective Members and may take part in Blue Shield meetings but may not vote.

1.2 Set within an international context, the Blue Shield Approach is intended to provide an overall framework for the activities of the Blue Shield International Board, the Secretariat, and national committees. The Approach is not intended to be restrictive, but rather as a helpful framework for the Board, Secretariat, and national committees, providing a common, shared agenda. Such a common approach is essential if the Blue Shield is to be accepted as a key organisation and partner with respect to the protection of cultural property (CPP) in the event of armed conflict and following natural/human-made disaster. National committees will, of course, need to react to their individual specific circumstances within this overall framework.

1.3 This document uses the term cultural property (CP) as defined in Article 1 of the 1954 Hague Convention

Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles de 1954 et 1999 (ci-après la Convention de La Haye de 1954). Cependant, le Bouclier bleu reconnaît également l'importance du patrimoine culturel naturel mais aussi immatériel et, par souci de simplicité, les inclut dans le terme bien culturel dans le présent document.

2 MISSION, CONTEXTE ET OBJECTIFS

2.1 Le Bouclier bleu est une organisation neutre non gouvernementale, à but non lucratif, dont la mission est « la protection des biens culturels du monde » et « la protection du patrimoine culturel et naturel, matériel et immatériel, en cas de conflit armé ou de catastrophe naturelle ou d'origine humaine » (article 2.1, statuts 2016 de l'association).

2.2 Le travail du Bouclier bleu est essentiellement encadré par la Convention de La Haye de 1954 et ses deux Protocoles de 1954 et 1999 relatifs aux mesures préparatoires pour la protection des biens culturels avant un conflit armé et les actions à mener pendant un conflit armé.

2.3 Ce cadre principal est également étayé par un certain nombre d'autres instruments juridiques internationaux et par le programme international de protection du patrimoine culturel tel que défini par les Nations Unies et l'UNESCO (voir section 8.0).

2.4 En vertu du Protocole II de 1999 additionnel à la Convention de La Haye de 1954 , le Bouclier bleu est reconnu comme un organe consultatif du Comité pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé.

2.5 Le Bouclier bleu comprend un conseil d'administration international , un secrétariat (ensemble connus sous le nom de Blue Shield International ou BSI) et des comités nationaux. Le conseil d'administration du BSI se compose d'un président et de quatre membres individuels élus par tous les Membres à l'occasion d'assemblées générales triennales et de quatre représentants désignés par les organisations fondatrices.

2.6 Le Bouclier bleu a pour vocation de défendre l'importance des biens culturels et de la protection des biens culturels ainsi que de sensibiliser à cette importance et au fait qu'ils doivent être pleinement pris en compte en adéquation avec leur place dans le droit international. Les objectifs du Bouclier bleu sont les suivants (art. 2, statuts 2016 de l'association):

- protéger le patrimoine culturel et naturel – matériel et immatériel – des impacts des conflits et des catastrophes environnementales ;
- promouvoir la ratification, le respect et la mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1954 et de ses deux Protocoles ;
- sensibiliser à l'importance de la protection du patrimoine dans les situations d'urgence ;
- promouvoir et dispenser une formation

for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict and its two Protocols of 1954 and 1999 (hereafter the 1954 Hague Convention). However, the Blue Shield also acknowledges the importance of natural and intangible cultural heritage and, for simplicity, in this document includes these within the term cultural property.

2 MISSION, CONTEXT, AND GOALS

2.1 The Blue Shield is a neutral, non-governmental, non-profit, international organization whose Mission is the protection of the world's cultural property, and is concerned with the protection of cultural and natural heritage, tangible and intangible, in the event of armed conflict, natural- or human-made disaster." (Article 2.1, 2016 Articles of Association).

2.2 The organisation's primary context is the 1954 Hague Convention and its two Protocols of 1954 and 1999, which relate to the preparations for cultural property protection before armed conflict, and actions during, and after, armed conflict.

2.3 This primary context is also informed by a number of other international legal instruments and by the international cultural protection agenda as set by the United Nations and UNESCO (see Section 8.0).

2.4 The Blue Shield is recognised in the 1999 Second Protocol to the 1954 Hague Convention as an advisory body to the Committee for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict.

2.5 The Blue Shield comprises an international Board, Secretariat (together known as Blue Shield International or BSI) and national committees. The BSI Board is composed of a President and four individual members elected by all Members at triennial General Assemblies and four representatives appointed by the Founding Organisations.

2.6 The Blue Shield exists to champion the importance of cultural property and cultural property protection, raising awareness of its importance and that it should be given full consideration in line with its place in international law. The Blue Shield's Goals are to (2016 Articles of Association, Art. 2):

- protect cultural and natural heritage – tangible and intangible – from the effects of conflict and environmental disaster;
- promote the ratification of, respect for, and implementation of, the 1954 Hague Convention and its two Protocols;
- raise awareness of the importance of protecting heritage in emergency situations;
- promote and provide relevant training (to heritage professionals, the armed forces, other

appropriée (aux professionnels du patrimoine, aux forces armées, aux autres intervenants d'urgence et à ceux impliqués dans la prévention du trafic illicite d'objets pillés) ;
- promouvoir l'engagement et la participation de la communauté à la protection des biens culturels ;
- encourager la coopération avec et entre les autres entités concernées impliquées dans des situations d'urgence.

3 ÉTHIQUE ET PRINCIPES

3.1 Les principes éthiques du Bouclier bleu sont précisés dans la Charte de Strasbourg de 2001 :
- action commune
- indépendance
- neutralité
- professionnalisme
- respect de l'identité culturelle
- travail à but non lucratif

3.2 Le Bouclier bleu partage l'idée, sans la moindre équivoque, que la priorité doit être donnée à la protection des personnes avant celle des biens pendant les conflits armés. Cependant, les biens culturels sont inextricablement liés aux personnes et leur protection est fondamentale au regard des droits de l'homme, de l'identité communautaire et sociale, du sens d'appartenance à un lieu et du bien-être. La protection des personnes et celle de leurs biens culturels, qui se manifeste dans les sites, les bâtiments, les objets et le patrimoine immatériel, sont en étroite corrélation et totalement indissociables.

3.3 Le Bouclier bleu n'ignore pas que notre engagement envers la protection de la vie humaine et des biens culturels peut, in extremis, exiger la perte de biens culturels afin de mettre fin le plus rapidement possible à un conflit tout en minimisant les pertes en vies humaines, du côté des civils comme des combattants. Dans ce contexte, le Bouclier bleu défend les principes de nécessité, de proportionnalité et d'humanité, qui sont au cœur du Droit international humanitaire.

3.4 Cependant, nous reconnaissons également le travail des « héros du patrimoine » , qui ont volontairement choisi de risquer leur vie pour protéger des biens culturels, ainsi que les risques pris par les forces armées du monde entier, parfois aussi aux dépens de leur vie conformément à leurs règles d'engagement.

emergency responders, and those involved in preventing the illicit trafficking of looted objects);
- promote community engagement with and participation in protecting cultural property;
- encourage co-operation with, and between, other relevant entities involved in emergency situations.

3 ETHICS AND PRINCIPLES

3.1 The Blue Shield set out its ethical principles in the 2001 Strasbourg Charter:
- Joint action
- Independence
- Neutrality
- Professionalism
- Respect for cultural identity
- Work on a not-for-profit basis

3.2 The Blue Shield believes unequivocally that people should be protected during armed conflict before cultural property. However, cultural property is inextricably interrelated with people and its protection is fundamental to human rights, community and social identity, a sense of place, and wellbeing. The protection of people and their cultural property, manifested in sites, buildings objects, and intangible heritage, are intertwined and completely indivisible.

3.3 The Blue Shield understands that our commitment to the protection of human life and cultural property may in extremis require the loss of cultural property in order to end a conflict as quickly as possible whilst minimising the loss of lives of both civilians and combatants. In this context, the Blue Shield acknowledges the principles of necessity, proportionality, and humanity, which lie at the heart of International Humanitarian Law.

3.4 We also acknowledge the work of the "heritage heroes" who have willingly chosen to risk their lives to protect cultural property, and the risks taken by armed forces around the world, who may do likewise in line with their Rules of Engagement.

1 Le Protocole II se réfère au Comité international du Bouclier bleu (ICBS, International Committee of the Blue Shield) : depuis 2016, l'ICBS s'appelle officiellement The Blue Shield.

1 The Second Protocol refers to the International Committee of the Blue Shield (ICBS): ICBS legally changed its name to the Blue Shield in 2016.

3.5 Le Bouclier bleu a conscience que les conflits armés sont intrinsèquement politiques. Si le pays d'un comité national est engagé dans un conflit armé, les complexités de la situation peuvent empêcher l'adhésion au principe de neutralité énoncé plus haut. La protection des membres du Bouclier bleu est d'une importance capitale dans de telles circonstances. Lorsqu'un conflit armé affecte un comité national et l'empêche de se conformer aux objectifs, aux activités et aux principes éthiques du Bouclier bleu, le comité national impacté doit travailler de concert avec le conseil d'administration de Blue Shield International pour tenter de protéger les biens culturels au mieux de leurs compétences combinées.

3.6 Le Bouclier bleu apporte son soutien à toute initiative sincère de la part d'un État-nation ou d'une faction en guerre œuvrant dans le but de protéger des biens culturels. Il n'appartient pas au Bouclier bleu d'évaluer le statut du conflit ou de porter un jugement sur son déroulement : le même principe s'applique lors d'urgences complexes ou autres. En principe, les représentants du Bouclier bleu rencontrent les représentants désignés de tout État-nation ou de toute faction belligérante déclarant son intention sincère de travailler positivement à la protection de biens culturels. Seule la protection des biens culturels est naturellement abordée au cours de cette entrevue. Le Bouclier bleu respecte les principes du droit international humanitaire dans le cadre desquels il opère, et nous encourageons les autres à faire de même.

4 RÉALISATION DE LA MISSION ET DES OBJECTIFS

4.1 La mission et les objectifs du Bouclier bleu s'articulent autour de six « domaines d'activité » interconnectés qui se recoupent :

- protection proactive et préparation aux risques ;
- réponse aux situations d'urgence ;
- stabilisation, relèvement post-catastrophe et activités de soutien à long terme/continu ;
- respect des lois, politiques et leur mise en œuvre;
- activités de renforcement des capacités, éducation et formation à l'appui des domaines d'activité du Bouclier bleu ;
- coordination – des membres du Bouclier bleu et avec les organisations partenaires.

4.2 Les membres du Bouclier bleu doivent :

i. promouvoir la mission et les objectifs du Bouclier

3.5 The Blue Shield understands that armed conflict is inherently political. If the country of a national committee is engaged in an armed conflict, the complexities of the situation may hinder adherence to the principle of neutrality expressed above. The protection of Blue Shield members is paramount in such circumstances. In cases where armed conflict affects a national committee and prevents adherence to the goals, activities, and ethical principles of the Blue Shield, then an affected national committee should work with the Blue Shield International Board to attempt to protect cultural property to the best of their combined abilities.

3.6 Blue Shield will assist any genuine initiative by any nation state or warring faction to work towards the goal of protecting cultural property. It is not the place of the Blue Shield to assess the status of the conflict or pass judgement on its conduct: the same principle applies during complex or other emergencies. Blue Shield representatives will, in principle, meet with appointed representatives of any nation state or warring faction that declares its sincere intent to work positively to protect cultural property. Any such meeting would, of course, only address cultural property protection. The Blue Shield respects the principles of international humanitarian law under which we operate, and we encourage others to do likewise.

4 DELIVERY OF MISSION AND GOALS

4.1 The Blue Shield delivers its Mission and Goals through six, overlapping and intertwined, 'Areas of Activity':

- Proactive protection and risk preparedness;
- Emergency response;
- Stabilisation, post-disaster recovery, and long-term/ongoing support activities;
- Legal compliance, policy, and their implementation;
- Capacity building activities, and education and training in support of the Blue Shield's Areas of Activity;
- Co-ordination – of Blue Shield members and with partner organisations.

4.2 Members of the Blue Shield should:

i. Promote the Mission and Goals of the Blue Shield

2 Bennoune, K. 2016. Report of the Special Rapporteur in the field of cultural rights n° A/71/317, présenté à la soixante et onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, point 69 (b) de l'ordre du jour provisoire. Disponible à l'adresse http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/71/317 [consultée le 24/05/2018].

2 Bennoune, K. 2016. Report of the Special Rapporteur in the field of cultural rights A/71/317, submitted to the Seventy-first session of the United Nations General Assembly, Item 69 (b) of the provisional agenda. Available at: http://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/71/317 [accessed 24/05/2018].

bleu afin de sensibiliser l'opinion nationale et internationale aux menaces pesant sur les biens culturels et aux méthodes de protection;

ii. mener des activités conformes aux six domaines d'activité susmentionnés, en vue d'atteindre leur mission et leurs objectifs par le biais de l'élaboration de plans stratégiques annuels et triennaux réalistes et d'objectifs à court, moyen et long terme ;

iii. se conformer à l'éthique, à la vision et aux principes du Bouclier bleu ;

iv. agir en conformité avec la législation nationale (même si un comité n'est pas formellement tenu d'être immatriculé en vertu de la législation nationale) ;

v. travailler en étroite collaboration avec Blue Shield International.

to raise national and international awareness of the threats to cultural property, and methods of protection;

ii. Conduct activities in line with the above six areas of activity, building towards the delivery of their Mission and Goals through the development of realistic annual, and triannual Strategic, Plans and short, medium, and long-term targets;

iii. Conform to the ethics, approach, and principles of the Blue Shield;

iv. Conform to national legislation (although it is not a formal requirement for a committee to be registered under national legislation);

v. Work closely with Blue Shield International.

4.3 La protection des biens culturels requiert une collaboration étroite entre la communauté détentrice du patrimoine culturel, les organisations gouvernementales internationales et nationales, les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile (OSC), les organisations de préservation du patrimoine, les équipes œuvrant pour la réduction des risques de catastrophe, les organisations d'aide humanitaire, les autres autorités et services d'urgence concernés, les communautés locales et les groupes de bénévoles, les universités et autres centres de recherche, les institutions privées concernées ainsi que les forces armées supranationales et nationales, les services d'incendie, la police et les douanes (ci-après « tous les partenaires potentiels »).

4.3 Cultural property protection needs close collaboration between the cultural heritage community, international and national governmental organisations; non-governmental organisations (NGOs); Civil Society Organisations (CSOs); heritage organisations; disaster risk reduction teams; humanitarian organisations; other relevant authorities and emergency services; local communities and volunteer groups; universities and other research centres; relevant private institutions; and supra-national and national armed forces, fire services, police, and customs (hereafter 'all potential partners').

4.4 Pour être efficaces, ces partenariats doivent être établis bien avant l'émergence d'une situation d'urgence, complexe ou non. Par conséquent, l'un des domaines essentiels de l'activité du Bouclier bleu consiste à développer des partenariats avec tous les partenaires potentiels dans le but de favoriser un programme de protection des biens culturels efficace en temps de paix.

4.4 To be effective, these partnerships have to be established long before any emergency, complex or otherwise, begins. Therefore, a key area of the Blue Shield's activity is the need to develop partnerships with all potential partners to foster an effective cultural property protection programme during peacetime.

4.5 Afin de structurer la réflexion sur le moment et la manière dont les professionnels des biens culturels peuvent développer des partenariats et apporter leur soutien à des partenaires potentiels dans le but de préparer et de mener des opérations pendant et après un conflit, ou pour répondre à une catastrophe naturelle/d'origine humaine, il est utile de réfléchir à quels stades ces professionnels doivent collaborer au mieux avec les partenaires potentiels. Certaines forces armées ont adopté un processus de gestion de crise en six phases pour le déploiement de leurs forces armées , qui détaille les étapes de réponse à une crise. Cependant, le Bouclier bleu opère aussi bien en dehors que pendant une crise. Nous estimons qu'il existe quatre moments clés où les professionnels des biens culturels doivent travailler avec l'armée (cela vaut également pour le secteur humanitaire) :

4.5 In order to structure thinking about when and how cultural property experts must develop partnerships and provide support for potential partners to prepare for, and conduct, operations during and after conflict, or when responding to natural/human-made disaster, it is helpful to consider at which points cultural property experts can best engage with potential partners. Some armed forces have adopted a Six-Phase Crisis Management Process for deployment of their armed forces , which detail the steps in responding to a crisis. However, the Blue Shield operates outside a crisis, as well as during one. We believe that there are four times cultural property experts need to work with the military (as is equally applicable to the humanitarian sector):

[a] éducation générale sur le long terme/activité continue, par exemple des formations de sensibilisation, la fourniture de données géospatiales pour localiser les biens culturels ainsi que la préparation et la mise en œuvre de mesures d'urgence appropriées dans le but de protéger le patrimoine culturel ;
[b] activité spécifique de pré-déploiement, telle que la dispense de formations et d'informations spécifiques pour la zone d'opérations ;
[c] soutien pendant le conflit, par exemple en offrant des conseils pour assurer la conservation dans l'urgence du patrimoine endommagé ou en identifiant les objets potentiellement pillés ;
[d] soutien pendant la période post-conflit/de stabilisation, par exemple en assistant les autorités locales dans le but de retourner à, ou d'améliorer, des normes de protection des biens culturels avec les communautés locales avant tout conflit/toute catastrophe et, sur demande, mise à disposition d'une aide d'urgence, réparation et conservation nécessaires dans le but de minimiser les dommages causés par le conflit.

5 MENACES PESANT SUR LES BIENS CULTURELS

5.1 Les dommages et la destruction des biens culturels ont des causes multiples, en temps de paix comme en temps de conflit. Seule une compréhension des menaces et des risques qu'elles présentent peut permettre de commencer à élaborer des stratégies de minimisation et de protection. De nombreuses menaces courantes en temps de paix peuvent grandir pour devenir importantes en temps de conflit armé et/ou de sécurité restreinte ou à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. L'article 3 de la Convention de La Haye de 1954 invite les États à préparer des mesures de sauvegarde des biens culturels en temps de paix contre les effets prévisibles d'un conflit armé. L'article 5 du Protocole II (1999) propose des mesures à titre d'exemples.

5.2 Des actions préparatoires d'anticipation des risques peuvent également aider à la gestion des biens culturels en temps de paix, tout en permettant de minimiser ou de parer à bon nombre de menaces pesant sur les biens culturels identifiées ci-après :
- manque de planification
- manque de sensibilisation des militaires

[a] Long-term general education/ongoing activity, such as awareness training, provision of cultural property geospatial data, and preparation and practice of appropriate emergency measures for protecting cultural heritage;

[b] Specific pre-deployment activity, such as provision of specific training and information for the area of operations;
[c] Support during conflict, for example offering advice on providing emergency conservation for damaged heritage, or identifying potentially looted objects;

[d] Post conflict/stabilisation, for example, supporting local authorities in returning to, or enhancing, pre-conflict/disaster norms of cultural property protection with local communities, and, when requested, provision of emergency aid, repair, and conservation required to mitigate any damage inflicted by the conflict.

5 THREATS TO CULTURAL PROPERTY

5.1 Damage to, and destruction of, cultural property has multiple causes, whether in peace or conflict. It is only by understanding the threats, and the risk they pose, that we can begin to develop mitigation and protection strategies. Many threats that are prevalent during peacetime can go on to become a greater threat during armed conflict and/or decreased security and following natural/human-made disaster. Article 3 of the 1954 Hague Convention calls on States to prepare safeguarding measures for cultural property in peacetime against the foreseeable effects of an armed conflict, and article 5 of the Second Protocol (1999) gives exemplar measures.

5.2 Proactive risk preparedness activity can also help the management of cultural property during peacetime, whilst at the same time, it can address or mitigate many of the threats to cultural property identified below:
- Lack of planning
- Lack of military awareness

3 NATO's assessment of a crisis and development of response strategies (2011) et An Introduction to Operations Planning at the Operational Level, (2013) ont largement inspiré la publication : Cultural Property Protection as a Force Multiplier: Implementation For All Phases of a Military Operation par Laurie Rush, disponible à l'adresse : https://theblueshield.org/download/military-cpp-reports-and-documents/.

3 NATO's assessment of a crisis and development of response strategies (2011), and An Introduction to Operations Planning at the Operational Level, (2013) , have heavily informed the publication: Cultural Property Protection as a Force Multiplier: Implementation For All Phases of a Military Operation by Laurie Rush, available: https://theblueshield.org/download/military-cpp-reports-and-documents/.

- dommages collatéraux et accidentels
- ciblage spécifiques (ou délibéré)
- pillages, saccages et butins de guerre
- réutilisation délibérée de sites
- négligence forcée
- développement

5.3 Ces menaces majeures touchent principalement les biens culturels matériels. Cependant, il est important de tenir également compte des menaces pesant sur les droits culturels des personnes affectées par un conflit ou une catastrophe naturelle/d'origine humaine majeure en matière d'accès limité ou refusé, de participation et de liberté de choix de sa propre culture. Ce problème concerne aussi bien les biens culturels matériels qu'immatériels et peut s'avérer particulièrement grave dès lors qu'il existe un déplacement/une migration de la population à la suite d'un conflit et d'une catastrophe.

6 L'IMPORTANCE DE LA PROTECTION DES BIENS CULTURELS

6.1 Ensemble, les patrimoines culturels matériel et immatériel contribuent à nous façonner et à nous identifier en tant que membres de communautés ou de groupes auxquels les autres identifient notre appartenance ou auxquels nous voulons nous-mêmes revendiquer notre appartenance. Ainsi, si la protection des personnes leur permet de survivre, la protection de leurs biens culturels et de leur culture les aide à vivre. En outre, la protection des biens culturels pendant ou après un conflit armé ou une catastrophe naturelle/d'origine humaine peut aider au maintien et au renforcement de la résilience d'une communauté et à lutter en faveur de la stabilité économique et contre la pauvreté, les déplacements de population et l'agitation sociale.

6.2 Le Bouclier bleu s'efforce de prévenir la disparition du patrimoine pour les communautés, conscient qu'il représente un élément fondamental de leur bien-être. Un bien culturel a son importance : il a de la « valeur » à de multiples égards (sans ordre d'importance) :
- culturellement/socialement
- politiquement
- sur le plan de la sécurité
- médicalement/bien-être
- économiquement et sur le plan du développement durable
- sur le plan du droit international humanitaire et du DCA
- sur le plan du droit humanitaire/des droits de l'homme
- sur le plan académique

6.3 En dehors de sa valeur pour les communautés et les universitaires, la protection des biens culturels suppose également des responsabilités militaires spécifiques, offre des opportunités et peut entraver le succès opérationnel d'une mission :
- sécurité
- droit international

- Collateral and accidental damage
- Specific (or deliberate) targeting
- Looting, pillage and spoils of war
- Deliberate reuse of sites
- Enforced neglect
- Development

5.3 These key threats relate primarily to tangible cultural property. However, it is important to also consider threats to the cultural rights of people affected by a conflict or a major natural/human-made disaster, in terms of limited or denied access to, participation in and freedom to choose one's culture. This issue relates to both tangible and intangible cultural property and is particularly important when there is displacement/ migration of population following conflicts and disasters.

6 THE IMPORTANCE OF CULTURAL PROPERTY PROTECTION

6.1 Together, tangible and intangible cultural property help to shape us, it helps identify us as members of communities or groups with which we are identified by others and with which we electively self-identify. As such, if protection of people allows them to survive, protection of their cultural property and culture helps them to live. In addition, cultural property protection during or following armed conflict or natural/human-made disaster can help maintain and build a community's resilience and can help address economic stability, poverty, displacement, and social upheaval.

6.2 Blue Shield strives to prevent the loss of heritage to communities, recognising that it is a fundamental part of their wellbeing. Cultural property is important: it has 'value' for multiple reasons (in no order of importance):

- Cultural/Social
- Political
- Security
- Medical/Wellbeing
- Economic and sustainable development

- International Humanitarian Law (often referred to as Laws of Armed conflict or LOAC)
- Humanitarian/Human Rights Law

- Academic

6.3 In addition to its value to communities and academics, cultural property protection also carries specific military responsibilities and offers opportunities and can affect the operational success of a mission:

- Security
- International law

- utilisation politique des biens culturels
- financement de l'opposition
- stabilisation post-conflit
- valeur économique des biens culturels
- *soft power*, pouvant entraîner un effet multiplicateur de force (ou non)

6.4 Il est essentiel que la communauté détentrice du patrimoine et les forces armées développent un partenariat fondé sur une compréhension mutuelle des impératifs militaires mais aussi de la protection des biens culturels lors de conflits armés, d'opérations de maintien de la paix et de catastrophes naturelles/d'origine humaine, et ce, afin de protéger des biens culturels.

6.5 Les forces armées de nombreux pays sont de plus en plus conscientes de ces enjeux et ouvertes à la discussion. Bon nombre d'entre elles prennent des mesures dans le but d'améliorer leur capacité à faire respecter la protection des biens culturels dans un contexte de conflit armé, de maintien de la paix ou de catastrophe naturelle/d'origine humaine et de se former à la protection des biens culturels. Ainsi, elles en viennent à considérer la protection des biens culturels comme offrant des possibilités favorables dans leurs communications stratégiques et pour le succès (global) de la campagne ou de la mission. Les forces armées, tout comme la communauté détentrice du patrimoine, ont besoin de s'éduquer et de se former à leur rôle en matière de protection des biens culturels dans un contexte de conflit armé, d'opérations de maintien de la paix (où elles ont des responsabilités légales particulières) ou de catastrophe (lorsqu'elles sont fréquemment appelées à aider en tant que premiers intervenants à la suite d'une catastrophe naturelle/d'origine humaine). Une partie de la mission du Bouclier bleu consiste à apporter un soutien aux forces armées afin qu'elles puissent répondre à leurs obligations découlant de la Convention de La Haye de 1954 ainsi que de toute autre loi internationale applicable.

7 CHAMP D'ACTION DU BOUCLIER BLEU

7.1 Le Bouclier bleu œuvre à la protection du patrimoine pendant les conflits et à la suite de catastrophes naturelles/d'origine humaine, ce qui inclut un travail proactif en temps de paix dans le but de minimiser les dommages en cas de survenance d'un conflit ou d'une catastrophe.

7.2 Le Bouclier bleu offre également soutien et assistance après un conflit, lorsque des forces armées peuvent être encore déployées et lors d'opérations de maintien de la paix et/ou de stabilisation. Le Bouclier

- Political use of cultural property
- Funding for opposition
- Post-conflict stabilisation
- Economic value of cultural property
- Soft Power, which may lead to a Force Multiplier effect (or not)

6.4 It is essential for the cultural property community and armed forces to develop a partnership based on mutual understand of both military and cultural property protection imperatives during armed conflict, peacekeeping operations, and natural/human-made disaster, in order to protect cultural property.

6.5 Many countries' armed forces are increasingly aware of, and open to discussing, these issues. Many are taking steps to enhance their ability to uphold cultural property protection in the context of armed conflict, peacekeeping, and following natural/human-made disaster; to educate themselves about cultural property protection; and are coming to regard cultural property protection as offering positive opportunities in their strategic communications and for (overall) mission success. Armed forces, no less than the heritage community, need to educate and train for their role in cultural property protection in relation to armed conflict and peacekeeping operations (where they have particular legal responsibilities) and natural/human-made disasters (when they are called frequently to help as first responders). It is part of Blue Shield's mission to provide support for armed forces to deliver their responsibilities under the 1954 Hague Convention and other relevant international law.

7 BLUE SHIELD'S REMIT

7.1 The Blue Shield works to protect heritage during conflict and following natural/human-made disasters, which includes proactive work during peacetime that may mitigate damage if a conflict or disaster occurs.

7.2 The Blue Shield also offers support and assistance after conflict, when armed forces may still be deployed, and during peacekeeping and/or stabilisation operations. Blue Shield also notes that

4 Un multiplicateur de force est un facteur, ou une combinaison de facteurs, permettant à toutes les forces armées de remporter un plus grand succès qu'elles ne le feraient sans lui.

4 A force multiplier is a factor, or combination of factors, that may all armed forces to achieve greater success than they would without it.

bleu observe également que de nombreux incidents de destruction de bien culturel par des groupes armés – tels que la destruction des Bouddhas de Bâmiyân – se produisent en dehors des conflits armés officiels, lorsque la Convention de La Haye de 1954 et le Droit des conflits armés sont inapplicables.

7.3 En outre, de nombreuses organisations engagées dans la réponse aux catastrophes naturelles/d'origine humaine sont les mêmes que celles impliquées dans les conflits armés. Le Bouclier bleu s'efforce également d'atténuer l'impact de ces catastrophes à travers la sensibilisation et la formation. Enfin, les conflits armés et les situations de sécurité réduite à la suite de catastrophes entraînent souvent une hausse des pillages potentiels de bien culturel. Par conséquent, le Bouclier bleu s'emploie également à lutter contre le commerce illégal de bien culturel.

7.4 Bien que le champ d'action du Bouclier bleu ne couvre généralement pas la destruction du patrimoine naturel, il existe trois circonstances dans lesquelles il est en mesure de l'intégrer :
[a] si ce patrimoine a une valeur historique, comme les parcs et jardins historiques ;
[b] s'il s'agit d'un site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, pouvant revêtir une importance culturelle ou naturelle, ou les deux ;
[c] s'il est associé à des valeurs culturelles immatérielles, comme les réserves de biosphère de l'UNESCO.

7.5 Les circonstances dans lesquelles le patrimoine culturel est endommagé et les personnes y apportent une réponse sont souvent les mêmes que celles affectant les biens culturels, de sorte qu'une large part du travail de protection effectué par le Bouclier bleu peut encore aboutir à une protection accrue du patrimoine naturel.

8 CONTEXTE JURIDIQUE

8.1 Tel que mentionné plus haut, le travail du Bouclier bleu est essentiellement encadré par la Convention de La Haye de 1954 et ses Protocoles (1954/1999), qui font partie intégrante de la loi internationale humanitaire ou le droit des conflits armés. Alors que la Convention est souvent jugée applicable uniquement aux conflits armés, les activités de préparation de la sauvegarde et des risques recommandées (article 3 de la Convention de La Haye de 1954 et article 5 du Protocole II de 1999 ainsi que sur la Protection spéciale et renforcée) doivent être menées en temps de paix et peuvent aider à la gestion des biens culturels non seulement pendant les conflits, mais aussi en temps de paix et dans d'autres situations d'urgence. C'est pourquoi la Convention devrait également être considérée comme une convention applicable en temps de paix.

many incidents of cultural property destruction by armed groups – such as the destruction of the Bamiyan Buddhas – occur outside official armed conflicts, when the 1954 Hague Convention and LOAC may not apply.

7.3 In addition, many of the organisations involved in reacting to natural/human-made disasters are the same as those involved in armed conflict. The Blue Shield also tries to mitigate the impact of such disasters through awareness raising and training. Lastly, armed conflicts and situations of decreased security following disasters often lead to increased opportunities for the looting of cultural property. Blue Shield therefore also works to address the illegal trade in cultural property.

7.4 Although Blue Shield does not usually incorporate the destruction of natural heritage in its remit, there are three circumstances under which it may be included:
[a] if that heritage has historic value, such as historic parks and gardens ;
[b] UNESCO World Heritage sites, which may be of cultural or natural value, or both;
[c] if it is associated with intangible cultural values, such as UNESCO biospheres.

7.5 The circumstances under which natural heritage is damaged and those who respond are frequently the same as those affecting cultural property, and so much of the protection work the Blue Shield conducts may still result in increased protection for natural heritage.

8 LEGAL CONTEXT

8.1 As noted above, the primary context of the Blue Shield is the 1954 Hague Convention and its Protocols (1954/1999), which are part of International Humanitarian Law or Law of Armed Conflict. Whilst the Convention is frequently considered to operate only in armed conflicts, the recommended safeguarding and risk preparedness activities (1954 Hague Convention Article 3, and 1999 Second Protocol Article 5, and Special and Enhanced Protection) must be conducted during peacetime, and can help the management of cultural property not only during conflict, but during peacetime and other emergencies. Therefore, the Convention should also be seen as a peacetime Convention.

8.2 Le travail du Bouclier bleu s'appuie également sur le droit international relatif aux traités et le droit international coutumier régissant la protection des biens culturels, le programme international pour la sécurité et la protection du patrimoine culturel établi par les Nations Unies , les conventions, stratégies et déclarations culturelles de l'UNESCO, le programme en faveur du droit humanitaire/des droits de l'homme dirigé par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, les initiatives internationales en matière de catastrophes naturelles/d'origine humaine telles que le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et autres programmes internationaux, tels que les objectifs de développement durable des Nations unies, ainsi que la législation régionale, telle que les règles instituées par le Conseil de l'Europe et l'Union européenne. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet sur le site web de Blue Shield International.

8.3 Bien que la l'essentiel de l'activité du Bouclier bleu porte sur les biens culturels tels que définis à l'article 1 de la Convention de La Haye de 1954, notre but est également de minimiser les dommages causés au patrimoine immatériel, tel que défini à l'article 2 de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel adoptée par l'UNESCO en 2003, et de lutter contre le trafic illicite de bien culturel, généralement défini selon la Convention de l'UNESCO de 1970 sur les mesures pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels ou la Convention d'UNIDROIT de 1995 sur les biens culturels volés ou exportés illégalement . Notre travail peut également contribuer à des poursuites, par exemple par la Cour pénale internationale qui utilise la définition figurant dans le Statut de Rome de 1998.

8.4 Durant des conflits armés, les forces armées doivent s'efforcer au mieux de protéger les biens culturels. Mais il faut reconnaître que cette responsabilité est interprétée selon les principes plus larges du Droit international humanitaire/ droit des conflits armés et que, dans certains cas, la protection peut s'avérer impossible en vertu de ces principes et ces priorités.

8.2 The work of the Blue Shield is also informed by international treaty law and customary international law relating to cultural property protection; the international security and cultural protection agenda set by the United Nations ; UNESCO's cultural conventions, strategies and declarations; the humanitarian/human rights law agenda led by the UN Office for the High Commissioner of Human Rights; international initiatives regarding natural/human-made disaster such as the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction, and other international agendas, such as the UN Sustainable Development Goals; and regional legislation, such as regulations instituted by the Council of Europe and the European Union. More information on these can be found on the website of Blue Shield International.

8.3 Although the majority of the Blue Shield's work deals with cultural property, as defined in Article 1 of the 1954 Hague Convention, we also aim to mitigate damage to intangible heritage, as defined in Article 2 of the 2003 UNESCO Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage, and to combat illicit trafficking of cultural property, which is usually defined according to either the 1970 UNESCO Convention on the Means of Prohibiting and Preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property or the 1995 UNIDROIT Convention on Stolen or Illegally Exported Cultural Objects. Our work may also contribute to prosecutions, for example by the International Criminal Court, which uses the definition in the 1998 Rome Statute.

8.4 During armed conflicts, armed forces are required to take special care to try and protect cultural property. However, we acknowledge that this responsibility is interpreted within the wider principles and priorities of the International Humanitarian Law/ Law of Armed Conflict and that, in some cases, protection may be impossible, in line with these principles and priorities.

5 Par exemple, le Royaume-Uni a déclaré « tous les parcs et jardins historiques de catégorie I en Angleterre et au Pays de Galles » comme étant « d'une grande importance pour le patrimoine culturel de chaque peuple » dans le cadre de sa mise en œuvre de la Convention de La Haye de 1954. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/661733/Guidance_on_implementation_of_the_Convention_-_final.pdf.

6 Par exemple, résolutions du Conseil de sécurité 2199, 2347, et 2368 (https://theblueshield.org/resources/laws/1954-hague-convention-treaty-law/unscrs/).

5 For example, the UK has designated "All historic parks and gardens of Grade I status in England and Wales" as being of "of great importance to the cultural heritage of every people" under its implementation of the 1954 Hague Convention. https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/661733/Guidance_on_implementation_of_the_Convention_-_final.pdf.

6 For example, Security Council Resolutions 2199, 2347, and 2368 (https://theblueshield.org/resources/laws/1954-hague-convention-treaty-law/unscrs/).

8.5 La Convention de La Haye de 1954 désigne un emblème – le bouclier bleu – qui est un symbole de protection utilisé dans les conflits armés pour identifier un bien culturel protégé et ceux engagés dans sa protection. Le recours à la Convention est légalement restreint en vertu du Droit international humanitaire, qui s'applique en vertu du droit national. Les Membres du Bouclier bleu respectent les directives émises par Blue Shield International et l'UNESCO relative à l'utilisation de l'emblème en conformité avec leur propre législation nationale, selon le cas.

8.6 Pour se distinguer de l'emblème protecteur, le Bouclier bleu utilise le logo représentant un bouclier bleu – l'emblème désignant les biens culturels protégés décrit dans la Convention de La Haye de 1954 – placé dans un cercle bleu céruléen plus clair, symbolisant à la fois les racines et la mission plus large du Bouclier bleu. Le logo du Bouclier bleu est

Le slogan de l'organisation de tous les Membres est *Protecting Heritage in Crisis*, qui peut être traduit selon les besoins (en français : Protéger le patrimoine en temps de crise), mais qui ne peut être modifié.

8.7 Le logo est utilisé conformément aux directives et aux conditions d'utilisation du logo émises par le conseil d'administration de Blue Shield International. Le Bouclier bleu se voit accorder l'autorisation d'utiliser l'emblème dans son logo et autres supports par les ministères nationaux compétents. Les comités nationaux doivent s'assurer qu'ils sont bien au fait de la législation nationale en vigueur dans leur pays. L'emblème étant un symbole de protection, le logo du Bouclier bleu ne peut être enregistré en tant que marque ou protégé par un droit d'auteur, modifié ou altéré. Il est interdit de porter des badges sans le cercle bleu autour ou ornés des drapeaux nationaux.

24 février 2021

8.5 The 1954 Hague Convention designates an emblem – the blue shield – which is a protective symbol used in armed conflict to indicate protected cultural property, and those engaged in its protection. Its use is legally restricted under International Humanitarian Law, which is given effect under national law. Blue Shield Members abide by the guidance issued by Blue Shield International and UNESCO regarding the use of the emblem in conformance to their own national legislation as appropriate.

8.6 To distinguish it from the protective emblem, the Blue Shield uses the Blue Shield logo - the cultural property emblem of the 1954 Hague Convention set within a lighter cerulean blue circle, symbolising both Blue Shield's roots and wider remit. The Blue Shield logo is

The organisation strapline of all Members is Protecting Heritage in Crisis, which may be translated as required, but which may not be altered.

8.7 The logo is used in line with the Logo Guidance and Conditions of Use issued by the Blue Shield International Board. Blue Shield is granted the authority to use the emblem in their logo and other materials by relevant national government departments. National Committees should ensure they are familiar with the national legislation in their country. As the emblem is a protective symbol, the Blue Shield logo may not be trademarked or subject to copyright, altered, or revised. Pin badges without the surrounding blue circle, or with the colours of national flags, should no longer be worn.

24 February 2021

Mentions legales
Legal Notice

Publiée par | **Published by**

Deutsches Nationalkomitee Blue Shield e. V.
Brüderstraße 13, 10178 Berlin, Germany
Email: info@blue-shield.de
Website: www.blue-shield.de

Coordination, Rédaction | **Coordination, Editing**

Maira Kaye, Susann Harder
Stéphanie Wintzerith

Traduction | **Translation**

probicon GmbH,
Mehringdamm 40, 10969 Berlin, Germany

Disposition | **Layout**

carographic.de,
Carolyn Mielke, Neustaedter Str. 5, 03046 Cottbus, Germany

Impression | **Printing**

WIRmachenDRUCK GmbH, Mühlbachstr. 7, 71522 Backnang, Germany

Image de couverture | **Cover Image**

Grande mosquée de Djenné, Mali

Great Mosque of Djenne, Mali.

Image: Gavin Hellier / Alamy Stock Photo

Date de publication | **Date of Publication**

Decembre 2021 (1ère édition) | *December 2021 (1st edition)*

Financée par | **Funded by**

Federal Foreign Office